

Avvertissement à l'égard des énoncés prospectifs

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs relatifs aux activités du Fonds ou à son milieu d'exploitation, lesquels s'appuient sur les estimations, les prévisions et les projections du Fonds. Ces énoncés ne garantissent pas le rendement futur, et ils comportent des risques et des incertitudes qu'il est difficile de prédire ou qui échappent au contrôle du Fonds. Un certain nombre de facteurs importants pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent ceux présentés dans la notice annuelle du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Par conséquent, les lecteurs sont priés de ne pas se fier à ces énoncés prospectifs. De plus, ces énoncés prospectifs sont valides uniquement à la date à laquelle ils sont rédigés. Bien que, de l'avis de la direction, les énoncés prospectifs compris dans les présentes soient fondés sur des hypothèses raisonnables, le Fonds ne peut garantir aux porteurs de parts que les résultats réels seront conformes à ces énoncés prospectifs. En outre, le Fonds n'a ni l'intention, ni l'obligation de mettre à jour, ni de réviser les énoncés prospectifs à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou d'autres développements.

Introduction

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats d'exploitation consolidés du Fonds de revenu BFI Canada (le « Fonds ») pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006, et a été rédigé à l'aide de l'ensemble des renseignements disponibles jusqu'au 6 novembre 2006 inclusivement. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés (les « états financiers ») du Fonds ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires. Ce rapport doit être lu à la lumière des états financiers du Fonds, incluant les notes complémentaires, et des rapports de gestion du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2005 et de l'exercice terminé le 31 décembre 2005, déposés sur le site www.sedar.com.

Aperçu de la Société

Le Fonds, par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation, est l'une des plus importantes entreprises nord-américaines fournissant des services complets de gestion des déchets, tels que des services de collecte et d'élimination de déchets solides non dangereux, pour des clients municipaux, commerciaux, industriels et résidentiels de cinq provinces canadiennes et de neuf États aux États-Unis. Le Fonds sert plus de un million de clients et ses actifs de collecte et de mise en décharge sont intégrés verticalement.

Le secteur canadien du Fonds exerce ses activités sous la marque BFI Canada, et est la deuxième entreprise en importance au Canada fournissant des services complets de gestion de déchets, tels que des services intégrés de collecte et d'élimination de déchets, dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec. Le secteur canadien exerce des activités de collecte de déchets dans dix-neuf marchés et exploite cinq décharges, quatre stations de transfert, sept installations de récupération de matières ainsi qu'une centrale de transformation des gaz d'enfouissement en électricité.

Les secteurs américains du Fonds exercent leurs activités sous la marque IESI et offrent des services intégrés de collecte et de mise en décharge des déchets solides non dangereux dans deux régions géographiques, soit le sud, qui est constitué de diverses zones de service au Texas, en Louisiane, en Oklahoma, en Arkansas et au Missouri, et le nord-est, qui est constitué de diverses zones de service dans l'État de New York, du New Jersey, de la Pennsylvanie et du Maryland. Les secteurs américains exercent des activités de collecte de déchets dans trente-cinq marchés et exploitent dix-sept décharges, vingt-trois stations de transfert, et six installations de récupération de matières.

Le Fonds verse des distributions en espèces aux porteurs de parts de fiducie en fonction de tous les montants reçus par le Fonds, et IESI Corporation (« IESI »), une filiale indirecte du Fonds, verse des dividendes équivalents aux porteurs d'actions privilégiées de participation (« part des actionnaires sans contrôle »), telles qu'elles sont établies par les fiduciaires. La déclaration de fiducie du Fonds stipule que les distributions mensuelles en espèces doivent être versées vers le quinzième jour du mois suivant (se reporter à la rubrique « Présentation des données par part de fiducie en circulation » pour de plus amples renseignements).

Points saillants – Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part de fiducie, par action privilégiée de participation et par reçu de souscription, à moins d'indication contraire.)

Points saillants financiers

(en milliers, sauf les montants par part de fiducie moyenne pondérée, par action privilégiée de participation moyenne pondérée et par reçu de souscription moyen pondéré)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2006	2005	2006	2005 ¹⁾
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)
Produits	199 981 \$	182 716 \$	571 500 \$	499 537 \$
Charges d'exploitation	111 991	103 911	324 433	281 026
Frais de vente, généraux et administratifs	23 535	21 811	71 385	61 924
Bénéfice avant les éléments suivants	64 455	56 994	175 682	156 587
Amortissement	38 587	38 753	110 831	108 745
Intérêts sur la dette à long terme	8 767	7 204	24 996	19 510
Frais de financement	-	-	79	36 710
Gain net à la cession d'immobilisations	(54)	(30)	(409)	(30)
Perte nette (gain net) sur les instruments dérivés	3 260	(9 610)	(539)	(10 723)
(Gain) perte de change	(809)	10 199	6 051	11 173
Autres charges	28	461	187	2 072
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	14 676	10 017	34 486	(10 870)
Charge (économie) d'impôts	1 200	1 763	4 804	(18 089)
Part des actionnaires sans contrôle	2 427	1 958	5 345	1 629
Bénéfice net (perte nette)	11 049 \$	6 296 \$	24 337 \$	5 590 \$
Bénéfice net (perte nette) par part de fiducie moyenne pondérée, de base et dilué(e)	0,21 \$	0,13 \$	0,46 \$	0,12 \$
Nombre moyen pondéré de parts de fiducie en circulation	53 617	49 879	53 469	46 263
Nombre moyen pondéré d'actions privilégiées de participation en circulation	11 774	15 512	11 922	16 278
Nombre moyen pondéré de parts de fiducie et d'actions privilégiées de participation en circulation	65 391	65 391	65 391	62 541
Nombre total de parts de fiducie et d'actions privilégiées de participation en circulation	65 391	65 391	65 391	65 391
Investissements de maintien et dépenses en actifs liés aux décharges	13 935 \$	13 227 \$	40 752 \$	37 362 \$
Investissements de croissance et dépenses en actifs liés aux décharges	20 668	12 011	58 817	37 836
Total des dépenses en immobilisations et des dépenses en actifs liés aux décharges	34 603 \$	25 238 \$	99 569 \$	75 198 \$
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	38 799 \$	32 951 \$	102 684 \$	90 310 \$
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)} par part de fiducie moyenne pondérée et par action privilégiée de participation moyenne pondérée	0,59 \$	0,50 \$	1,57 \$	1,44 \$
Total des distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées	23 802 \$	20 672 \$	69 352 \$	55 035 \$
Total des distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	-	-	-	1 175
Total des distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées et les reçus de souscription moyens pondérés	23 802	20 672	69 352	56 210
Distributions attribuables aux détenteurs d'actions privilégiées de participation	5 227	6 429	15 231	19 766
Total des distributions déclarées	29 029 \$	27 101 \$	84 583 \$	75 976 \$
Total des distributions déclarées par part de fiducie moyenne pondérée et par action privilégiée de participation moyenne pondérée	0,44 \$	0,41 \$	1,29 \$	1,20 \$
Total des distributions déclarées par part de fiducie moyenne pondérée, par action privilégiée de participation moyenne pondérée et par reçu de souscription moyen pondéré	0,44 \$	0,41 \$	1,29 \$	1,21 \$

Notes :

¹⁾ Avec prise d'effet le 21 janvier 2005, le Fonds a acquis IESI. Par conséquent, les résultats d'exploitation du Fonds pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2005 n'incluent pas les résultats d'exploitation d'IESI pour la période allant du 1^{er} au 20 janvier 2005. Les résultats d'exploitation d'IESI pour les trimestres et les périodes de neuf mois entiers terminés les 30 septembre 2006 et 2005, libellés en dollars américains, sont présentés à la rubrique « Revue de l'exploitation d'IESI » du présent rapport de gestion.

Analyse sommaire des points saillants financiers – trimestre terminé le 30 septembre

- L'augmentation des produits consolidés est principalement attribuable à la croissance interne vigoureuse des secteurs canadien et américains, qui s'est chiffrée à 11,6 % et à 9,7 %, respectivement, et à l'apport des acquisitions complémentaires stratégiques. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une diminution marquée du taux de change moyen entre 2006 et 2005 (se reporter aux tableaux des pages 4 et 5, qui fournissent plus de détails sur la variation de résultats du Fonds d'un trimestre à l'autre).
- Les investissements de maintien et les dépenses en actifs liés aux décharges (les « investissements de maintien ») ont totalisé 13 935 \$, ce qui s'explique en grande partie par les dépenses liées aux véhicules, au matériel, aux conteneurs et à l'aménagement de cellules engagées dans le cours normal des activités.
- Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} ont totalisé 38 799 \$, soit une hausse de 5 848 \$ par rapport au trimestre correspondant. L'augmentation s'explique principalement par la hausse du BAIIA^{A)} provenant des activités poursuivies, jumelée à l'effet des couvertures de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens, partiellement contrebalancés par des intérêts sur la dette à long terme plus élevés découlant de la hausse des taux d'intérêt et de l'encours de la dette, et par les investissements de maintien plus élevés.
- Le total des distributions déclarées sur les parts de fiducie et les actions privilégiées de participation moyennes pondérées en circulation a augmenté d'un trimestre à l'autre, ce qui est entièrement attribuable à la hausse de 7,1 % du taux de distribution par part de fiducie et par action privilégiée de participation, qui a pris effet le 31 août 2006.

Analyse sommaire des points saillants financiers – période de neuf mois terminée le 30 septembre

- L'augmentation des produits consolidés est principalement attribuable à la consolidation des résultats d'exploitation d'IESI pour la période allant du 1^{er} au 20 janvier 2006, conjuguée à la vigueur de la croissance affichée par les secteurs canadien et américains, qui s'est chiffrée à 12,2 % et à 12,0 %, respectivement, et à l'apport des acquisitions complémentaires stratégiques. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une diminution marquée du taux de change moyen entre 2006 et 2005.
- L'augmentation d'une période à l'autre des investissements de maintien et des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} s'explique par l'inclusion des résultats d'IESI pour la période allant du 1^{er} au 20 janvier 2006 et par les mêmes raisons que celles qui sont présentées ci-dessus pour le trimestre terminé le 30 septembre.
- Le total des distributions déclarées sur le nombre moyen pondéré de parts de fiducie et d'actions privilégiées de participation en circulation, y compris les distributions versées sur le nombre moyen pondéré de reçus de souscription, alors que le produit du placement était détenu en main tierce, a affiché une hausse d'un trimestre à l'autre essentiellement parce que les porteurs d'actions privilégiées de participation n'ont reçu des dividendes qu'à compter de la date de clôture effective de l'acquisition d'IESI par le Fonds et que le taux de distribution par part de fiducie et par action privilégiée de participation s'est accru de 7,1 % avec prise d'effet le 31 août 2006.

Autres points saillants – trimestre et période de neuf mois terminés le 30 septembre

- En fonction du rendement du Fonds et compte tenu du taux de change actuel et prévu, les fiduciaires du Fonds ont approuvé une augmentation de 7,1 % des distributions, lesquelles passeront d'un taux annuel de 1,698 \$ par part de fiducie à 1,818 \$ par part de fiducie, avec prise d'effet lors de la distribution versée le 15 septembre 2006 aux porteurs de parts inscrits le 31 août 2006. Les distributions versées aux porteurs d'actions privilégiées de participation ont augmenté d'un montant équivalant à la hausse des distributions versées par part de fiducie aux porteurs de parts du Fonds.
- Le Fonds a réalisé sept acquisitions complémentaires au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006. La contrepartie en espèces de telles opérations a totalisé environ 16 100 \$ et 19 700 \$, y compris la contrepartie conditionnelle, pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006, respectivement.
- Avec prise d'effet le 10 février 2006, le Fonds, par l'entremise de BFI Canada Holdings Inc. (« Holdings ») a conclu une quatrième convention de crédit modifiée et mise à jour. La convention de crédit modifiée et mise à jour a porté le total du crédit disponible en vertu de la facilité, sous réserve du consentement du prêteur, de 80 000 \$ à 120 000 \$, et arrive à échéance le 30 juin 2010, sous réserve de prorogations de un an. Les taux d'emprunt en vertu de la quatrième convention de crédit modifiée et mise à jour sont plus avantageux que ceux de la convention de crédit précédente.
- Avec prise d'effet le 30 septembre 2006, le Fonds s'est prévalu en partie de l'option d'extension assortie à sa facilité de crédit renouvelable et d'emprunt à terme aux États-Unis, ce qui a porté le montant total de la facilité à 450 000 \$ US. Le crédit disponible en vertu de la facilité de crédit renouvelable et d'emprunt à terme des États-Unis a augmenté de 10 000 \$ US et de 55 000 \$ US pour s'élever à 195 000 \$ US et à 255 000 \$ US, respectivement.
- Avec prise d'effet le 10 mars 2006, le Fonds, par l'entremise de IESI, a apporté des changements à sa convention de crédit renouvelable et d'emprunt à terme modifiée et mise à jour aux États-Unis. Ces changements ont permis de porter le total du crédit disponible en vertu de la facilité, sous réserve du consentement du prêteur, de 500 000 \$ US à 550 000 \$ US et les taux d'emprunt en vertu de la convention de crédit modifiée sont plus avantageux que ceux de la convention de crédit précédente.
- En date du 30 septembre 2006, le Fonds avait prélevé un montant de 17 000 \$ US sous forme d'obligations-recettes liées à l'évacuation de déchets solides assorties d'un taux variable (les « obligations industrielles »). Une tranche du produit tiré des obligations industrielles a servi à rembourser la facilité de crédit renouvelable aux États-Unis du Fonds et le solde a été affecté au financement des activités de construction de la décharge Seneca Meadows.

Revue de l'exploitation – Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à l'exception des taux de change, sauf indication contraire.)

(Se reporter à la rubrique « Revue de l'exploitation d'IESI » pour obtenir les résultats d'exploitation d'IESI pour les trimestres et les périodes de neuf mois terminés les 30 septembre 2006 et 2005.)

Consolidation d'IESI

Avec prise d'effet le 21 janvier 2005, le Fonds a fait l'acquisition d'IESI. Par conséquent, les données financières correspondantes pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2005 qui sont présentées dans la rubrique « Points saillants financiers » de la section « Points saillants », dans la section « Revue de l'exploitation », dans la rubrique « Autres mesures du rendement – Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} » et « Investissements de maintien et de croissance » ne comprennent pas les résultats financiers d'IESI pour la période allant du 1^{er} au 20 janvier 2005. En outre, compte tenu de l'expansion du Fonds aux États-Unis, nous rappelons aux lecteurs qu'une tranche importante des résultats financiers du Fonds provient des États-Unis.

Les tableaux suivants sont présentés pour aider les lecteurs à évaluer les éléments suivants : l'incidence financière de la non-consolidation des résultats financiers d'IESI pour la période allant du 1^{er} au 20 janvier 2005, l'incidence financière de la conversion des résultats financiers d'IESI pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006 au taux de change en vigueur au cours de la période courante, exclusion faite de l'incidence de la conversion des résultats financiers d'IESI pour 2006 au taux de change en vigueur au cours des périodes correspondantes respectives, de même que l'incidence financière de la croissance interne et de la croissance par le biais des acquisitions sur les résultats financiers du Fonds pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006.

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre			
	Variation en \$	Composition de la variation en \$		Variation en \$	Composition de la variation en \$		
		Incidence du taux de change **	Croissance interne et acquisitions		Période de 20 jours additionnels à l'égard d'IESI *	Incidence du taux de change **	Croissance interne et acquisitions
Résultats du Fonds présentés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2006 moins les résultats du Fonds pour le trimestre terminé le 30 septembre 2005				Résultats du Fonds présentés pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006 moins les résultats du Fonds pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2005			
Points saillants financiers							
Produits	17 265 \$	(8 572) \$	25 837 \$	71 963 \$	20 782 \$	(27 707) \$	78 888 \$
Charges d'exploitation	8 080	(5 083)	13 163	43 407	12 954	(16 738)	47 191
Frais de vente, généraux et administratifs	1 724	(962)	2 686	9 461	2 412	(3 376)	10 425
Bénéfice avant les éléments suivants	7 461	(2 527)	9 988	19 095	5 416	(7 593)	21 272
Amortissement	(166)	(1 625)	1 459	2 086	3 659	(5 344)	3 771
Intérêt sur la dette à long terme	1 563	(448)	2 011	5 486	1 455	(1 390)	5 421
Frais de financement	-	-	-	(36 631)	-	-	(36 631)
Gain net à la cession d'immobilisations	(24)	(1)	(23)	(379)	-	28	(407)
Perte (gain) sur les instruments financiers dérivés	12 870	(285)	13 155	10 184	-	44	10 140
(Gain) perte de change	(11 008)	54	(11 062)	(5 122)	-	165	(5 287)
Autres charges	(433)	(1)	(432)	(1 885)	8 478	474	(10 837)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	4 659	(221)	4 880	45 356	(8 176)	(1 570)	55 102
Charge (économie) d'impôts	(563)	(62)	(501)	22 893	-	(73)	22 966
Part des actionnaires sans contrôle	469	-	469	3 716	-	-	3 716
Bénéfice net (perte nette)	4 753 \$	(159) \$	4 912 \$	18 747 \$	(8 176) \$	(1 497) \$	28 420 \$
Revue de l'exploitation							
Produits – sud des É.-U.	4 473 \$	(4 668) \$	9 141 \$	26 475 \$	14 407 \$	(15 087) \$	27 155 \$
Produits – nord-est des É.-U.	1 474 \$	(3 904) \$	5 378 \$	17 437 \$	6 375 \$	(12 620) \$	23 682 \$
Produits – Canada	11 318 \$	- \$	11 318 \$	28 051 \$	- \$	- \$	28 051 \$
Charges d'exploitation – sud des É.-U.	136 \$	(3 066) \$	3 202 \$	13 965 \$	8 070 \$	(10 198) \$	16 093 \$
Charges d'exploitation – nord-est des É.-U.	2 458 \$	(2 017) \$	4 475 \$	15 368 \$	4 884 \$	(6 540) \$	17 024 \$
Charges d'exploitation – Canada	5 486 \$	- \$	5 486 \$	14 074 \$	- \$	- \$	14 074 \$
Frais de vente, généraux et administratifs – sud des É.-U.	1 401 \$	(611) \$	2 012 \$	5 239 \$	1 489 \$	(2 049) \$	5 799 \$
Frais de vente, généraux et administratifs – nord-est des É.-U.	(604) \$	(351) \$	(253) \$	1 182 \$	923 \$	(1 327) \$	1 586 \$
Frais de vente, généraux et administratifs – Canada et É.-U.	927 \$	- \$	927 \$	3 040 \$	- \$	- \$	3 040 \$

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées le 30 septembre			
	Variation en \$	Composition de la variation en \$		Variation en \$	Composition de la variation en \$		
		Incidence du taux de change **	Croissance interne et acquisitions		Période de 20 jours additionnels à l'égard d'IESI *	Incidence du taux de change **	Croissance interne et acquisitions
Résultats du Fonds présentés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2006 moins les résultats du Fonds pour le trimestre terminé le 30 septembre 2005				Résultats du Fonds présentés pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006 moins les résultats du Fonds pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2005			
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	5 848 \$	(3 260) \$	9 108 \$	12 374 \$	2 373 \$	(3 559) \$	13 560 \$
Investissements de maintien et de croissance							
Total	9 365 \$	(1 734) \$	11 099 \$	24 371 \$	1 273 \$	(5 322) \$	28 420 \$
Investissements de maintien – Canada	1 138 \$	-	1 138	168 \$	- \$	- \$	168 \$
Investissements de maintien – É.-U.	(430) \$	(657)	227	3 222 \$	1 273 \$	(2 159) \$	4 108 \$
Investissements de croissance – Canada	766 \$	-	766	8 703 \$	- \$	- \$	8 703 \$
Investissements de croissance – É.-U.	7 891 \$	(1 077)	8 968	12 278 \$	- \$	(3 163) \$	15 441 \$

Notes :

* Les résultats des secteurs américains pour la période allant du 1^{er} au 20 janvier 2005 sont convertis au taux de change de 2006.

** Les résultats des secteurs américains pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2005 sont multipliés par la différence entre le taux de change de 2006 et celui de 2005.

Change

Une tranche importante des produits, du BAIIA^{A)}, des dépenses en immobilisations et en actifs liés aux décharges, des intérêts débiteurs et des impôts sur les bénéfices en espèces du Fonds, dont la présentation est en dollars canadiens, provient des États-Unis. Les dépenses en immobilisations et en actifs liés aux décharges, les intérêts débiteurs et les impôts sur les bénéfices en espèces provenant des États-Unis sont réglés en dollars américains générés par les activités américaines, ce qui se traduit par une couverture des flux de trésorerie naturelle. Une tranche des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} provenant des États-Unis est couverte, jusqu'en février 2008, par trois conventions de couverture de trois ans à taux unique qui confèrent le droit d'acheter mensuellement 4 500 \$ CA à un taux de change moyen d'environ 1,222 \$. Le but d'une convention de couverture est de protéger une partie des distributions libellées en dollars canadiens, qui sont soutenues par les flux de trésorerie libellés en dollars américains, des variations des taux de change entre le Canada et les États-Unis. Ces couvertures fournissent au Fonds une certaine protection contre les variations des taux de change jusqu'en février 2008, et la direction prévoit ajouter à ces conventions ou les renouveler périodiquement lorsqu'elles prendront fin. Le Fonds n'a pas désigné ces instruments dérivés comme une couverture. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés, à titre d'élément sans incidence sur la trésorerie, sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Le Fonds présente ses résultats financiers en dollars canadiens et, en conséquence, les variations des taux de change entre le Canada et les États-Unis ont une incidence sur la valeur des résultats d'exploitation du Fonds aux États-Unis convertis en dollars canadiens. Les résultats d'exploitation aux États-Unis sont convertis en dollars canadiens selon la méthode du taux courant qui utilise le taux de change moyen en cours entre le Canada et les États-Unis au cours de la période visée. Les actifs et les passifs aux États-Unis sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les écarts de conversion sont reportés et comptabilisés à titre de composante distincte de l'avoir des porteurs de parts et sont inclus uniquement dans l'état consolidé des résultats du Fonds lorsqu'une diminution de l'investissement du Fonds dans ses établissements étrangers survient. Les effets de 160 000 \$ US du Fonds à recevoir d'IESI (« les effets à recevoir d'IESI »), qui sont éliminés lors de la consolidation, ne sont pas compris dans l'investissement net d'IESI et, par conséquent, ils sont convertis comme s'ils étaient des soldes commerciaux en devises à l'égard de tiers à chaque date du bilan. Le gain ou la perte de change non réalisé résultant de la conversion des effets à recevoir d'IESI d'une date de bilan à l'autre est comptabilisé dans l'état consolidé des résultats du Fonds à titre de gain ou de perte de change non réalisé, un élément sans incidence sur la trésorerie.

La situation financière et les résultats d'exploitation d'IESI ont été convertis au moyen des taux de change suivants entre le dollar américain et le dollar canadien :

	2006			2005		
	Actuel	Moyen	Moyenne cumulative	Actuel	Moyen	Moyenne cumulative
31 mars	1,167 \$	1,155 \$	1,155 \$	1,210 \$	1,228 \$	1,228 \$
30 juin	1,115 \$	1,122 \$	1,138 \$	1,226 \$	1,243 \$	1,237 \$
30 septembre	1,115 \$	1,121 \$	1,133 \$	1,161 \$	1,203 \$	1,224 \$

L'analyse qui suit complète la consolidation des résultats financiers d'IESI pour 20 jours additionnels au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006 et l'incidence des variations du change comme le précisent les tableaux inclus dans la rubrique intitulée « Consolidation d'IESI » du présent rapport de gestion, aux pages 4 et 5. Les résultats d'exploitation d'IESI pour les trimestres et les périodes de neuf mois entiers terminés les 30 septembre 2006 et 2005, libellés en dollars américains, sont présentés à la rubrique « Revue de l'exploitation d'IESI » du présent rapport de gestion, aux pages 9 et 10.

Produits

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	199 981 \$	182 716 \$	17 265 \$	571 500 \$	499 537 \$	71 963 \$
Canada	76 891 \$	65 573 \$	11 318 \$	213 697 \$	185 646 \$	28 051 \$
É.-U. – sud	67 183 \$	62 710 \$	4 473 \$	197 024 \$	170 549 \$	26 475 \$
É.-U. – nord-est	55 907 \$	54 433 \$	1 474 \$	160 779 \$	143 342 \$	17 437 \$

L'augmentation des produits affichée par les secteurs canadien et américains est principalement attribuable aux hausses de prix, à la croissance interne et à l'augmentation des surcharges liées au carburant. Les acquisitions réalisées par les secteurs canadien et américains jusqu'en septembre 2006 ont également fourni un apport aux augmentations.

Charges d'exploitation

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	111 991 \$	103 911 \$	8 080 \$	324 433 \$	281 026 \$	43 407 \$
Canada	38 712 \$	33 226 \$	5 486 \$	107 992 \$	93 918 \$	14 074 \$
É.-U. – sud	44 302 \$	44 166 \$	136 \$	132 003 \$	118 038 \$	13 965 \$
É.-U. – nord-est	28 977 \$	26 519 \$	2 458 \$	84 438 \$	69 070 \$	15 368 \$

L'augmentation des charges d'exploitation des secteurs canadien et américains s'explique principalement par la hausse des dépenses liées à la mise en décharge, à la main-d'œuvre, aux réparations et à l'entretien du matériel d'exploitation et au carburant, qui découle essentiellement de la collecte et de l'acceptation de volumes de déchets supplémentaires, par la hausse des frais engagés pour servir les nouveaux clients et la clientèle actuelle de même que les nouveaux contrats et les contrats existants, ainsi que par les acquisitions.

Frais de vente, généraux et administratifs

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	23 535 \$	21 811 \$	1 724 \$	71 385 \$	61 924 \$	9 461 \$
Canada	9 493 \$	8 566 \$	927 \$	27 864 \$	24 824 \$	3 040 \$
É.-U. – sud	8 837 \$	7 436 \$	1 401 \$	26 440 \$	21 201 \$	5 239 \$
É.-U. – nord-est	5 205 \$	5 809 \$	(604) \$	17 081 \$	15 899 \$	1 182 \$

L'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs du secteur canadien et des secteurs américains dans leur ensemble découle essentiellement de la hausse des honoraires, y compris les montants engagés relativement à la défense de la déclaration relative à la décharge de Lachenaie, et des frais liés au régime d'intéressement à long terme (le « RILT »), lesquels sont comptabilisés à un taux correspondant à 2,25 % des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. La tranche restante de l'augmentation est imputable aux acquisitions conjuguées aux radiations de coûts reportés ayant trait à certaines activités d'aménagement des secteurs américains du Fonds abandonnées.

Amortissement

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	38 587 \$	38 753 \$	(166) \$	110 831 \$	108 745 \$	2 086 \$
Canada	15 186 \$	13 731 \$	1 455 \$	42 069 \$	41 191 \$	878 \$
É.-U. – sud	11 440 \$	11 776 \$	(336) \$	34 017 \$	32 708 \$	1 309 \$
É.-U. – nord-est	11 961 \$	13 246 \$	(1 285) \$	34 745 \$	34 846 \$	(101) \$

Les hausses de l'amortissement affichées par le secteur canadien s'expliquent essentiellement par une augmentation de l'amortissement des décharges en raison à la fois de la révision de l'amortissement des actifs liés aux décharges et des taux de mise hors service par tonne de déchets acceptés, compte tenu des révisions des estimations des flux de trésorerie. L'augmentation de l'amortissement des décharges a été contrebalancée en partie par la diminution de l'amortissement des actifs incorporels et des immobilisations, en raison principalement de l'amortissement intégral de la valeur de ces derniers. Les baisses de l'amortissement affichées par les secteurs américains pour le trimestre terminé le 30 septembre découlent essentiellement d'une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ayant entraîné la baisse de la valeur convertie de l'amortissement libellé en dollars américains. La hausse totale de l'amortissement affichée par les secteurs américains pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre résulte surtout de l'amortissement des immobilisations de croissance acquises et de la hausse de l'amortissement des actifs liés aux décharges compte tenu de l'augmentation du volume de déchets acceptés, partiellement contrebalancés par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Intérêts sur la dette à long terme

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	8 767 \$	7 204 \$	1 563 \$	24 996 \$	19 510 \$	5 486 \$
Canada	2 364 \$	2 264 \$	100 \$	6 749 \$	6 535 \$	214 \$
É.-U.	6 403 \$	4 940 \$	1 463 \$	18 247 \$	12 975 \$	5 272 \$

Les augmentations s'expliquent principalement par les prélèvements sur les facilités de crédit renouvelables du Fonds au Canada et aux États-Unis effectués pour financer des investissements de croissance et des dépenses en actifs liés aux décharges (les « investissements de croissance »), de même que par la hausse nette des taux d'intérêt variables calculés sur ces prélèvements. Les prélèvements sur les facilités de crédit renouvelables du Fonds aux États-Unis et au Canada effectués pour financer des acquisitions expliquent également en partie les augmentations d'un trimestre et d'une période à l'autre, qui ont été partiellement neutralisées par la baisse des coûts d'emprunt en raison du remboursement de prélèvements effectués sur la facilité de crédit renouvelable liée au financement par obligations-recettes au cours du quatrième trimestre de 2005 et du deuxième trimestre de 2006.

Frais de financement

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	- \$	- \$	- \$	79 \$	36 710 \$	(36 631) \$
Canada	- \$	- \$	- \$	79 \$	2 090 \$	(2 011) \$
É.-U.	- \$	- \$	- \$	- \$	34 620 \$	(34 620) \$

Au moment de la clôture de l'acquisition d'IESI en janvier 2005, le Fonds a racheté 150 000 \$ US de billets garantis de premier rang à 10,25 % et a engagé des frais d'environ 34 600 \$ à l'extinction.

En 2005, le Fonds, par l'entremise de Holdings, a conclu une convention de crédit modifiée et mise à jour pour clore l'acquisition de la décharge Ridge le 4 janvier 2005, qui a précédé la clôture et la réception du produit du placement de reçus de souscription du Fonds le 21 janvier 2005. Le Fonds a radié les frais de financement reportés et a engagé des coûts supplémentaires relativement à la modification de la convention de crédit, lesquels ont totalisé environ 2 100 \$. En 2006, le Fonds, par l'entremise de Holdings, a conclu une quatrième convention de crédit modifiée et mise à jour et a radié les frais de financement reportés non amortis qui se rapportaient à la convention préexistante.

Gain net à la cession d'immobilisations

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	(54) \$	(30) \$	(24) \$	(409) \$	(30) \$	(379) \$
Canada	(36) \$	(30) \$	(6) \$	(54) \$	(30) \$	(24) \$
É.-U.	(18) \$	- \$	(18) \$	(355) \$	- \$	(355) \$

Les cessions d'immobilisations entièrement amorties, généralement destinées au rebut, se sont traduites par des gains nets à la cession.

Perte nette (gain net) sur les instruments dérivés

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	3 260 \$	(9 610) \$	12 870 \$	(539) \$	(10 723) \$	10 184 \$
Canada	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
É.-U.	3 260 \$	(9 610) \$	12 870 \$	(539) \$	(10 723) \$	10 184 \$

La perte ou le gain sur les instruments dérivés a trait aux pertes ou aux gains non réalisés sur les contrats de change qui sont utilisés afin de diminuer l'incidence de la variation des taux de change des dollars canadien et américain sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, sur les swaps de taux d'intérêt utilisés pour fixer une tranche de l'élément variable de la facilité de crédit renouvelable et d'emprunt à terme d'IESI d'un montant de 450 000 \$ US, et sur une couverture des prix des marchandises relative au vieux carton ondulé. Le Fonds n'a pas désigné ces instruments dérivés comme couvertures et, par conséquent, la variation de la juste valeur de ces instruments dérivés est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

(Gain) perte de change

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	(809) \$	10 199 \$	(11 008) \$	6 051 \$	11 173 \$	(5 122) \$
Canada	(47) \$	10 334 \$	(10 381) \$	8 097 \$	11 099 \$	(3 002) \$
É.-U.	(762) \$	(135) \$	(627) \$	(2 046) \$	74 \$	(2 120) \$

Le Fonds détient des effets à recevoir d'IESI de 160 000 \$ US qui ne sont pas compris dans l'investissement net d'IESI et qui sont par conséquent convertis comme s'ils étaient des soldes commerciaux en devises à l'égard de tiers à chaque date de bilan. Le gain ou la perte de change non réalisé qui résulte de la conversion des effets américains à recevoir détenus par le Fonds est enregistré dans les résultats du secteur canadien. Les gains de change réalisés par les secteurs américains du Fonds ont trait aux gains réalisés au règlement de contrats de change.

Autres charges

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	28 \$	461 \$	(433) \$	187 \$	2 072 \$	(1 885) \$
Canada	- \$	- \$	- \$	- \$	761 \$	(761) \$
É.-U.	28 \$	461 \$	(433) \$	187 \$	1 311 \$	(1 124) \$

Les autres charges comprennent principalement divers coûts liés au versement de primes à des cadres relativement à la clôture de l'acquisition d'IESI.

Charge (économie) d'impôts

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	1 200 \$	1 763 \$	(563) \$	4 804 \$	(18 089) \$	22 893 \$
Canada	421 \$	(1 678) \$	2 099 \$	3 893 \$	(7 748) \$	11 641 \$
É.-U.	779 \$	3 441 \$	(2 662) \$	911 \$	(10 341) \$	11 252 \$

La charge d'impôts a reculé au cours du trimestre terminé le 30 septembre pour le secteur américain du Fonds en partie en raison d'écarts temporaires liés à des instruments financiers dérivés. La charge d'impôts a augmenté au Canada principalement en raison de résultats vigoureux ayant entraîné la diminution des actifs d'impôts futurs en raison de l'utilisation des pertes fiscales disponibles pour réduire le bénéfice imposable. Le solde de l'augmentation de la charge d'impôts pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre résulte principalement des économies d'impôts constatées en 2005 à l'égard des frais de financement, des coûts d'acquisition et des frais connexes.

Part des actionnaires sans contrôle

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006, la part des actionnaires sans contrôle s'élève à 2 427 \$ et à 5 345 \$ (1 958 \$ et 1 629 \$ en 2005), respectivement. La part des actionnaires sans contrôle représente la quote-part du bénéfice net des actionnaires sans contrôle.

Revue de l'exploitation d'IESI – Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006

(Tous les montants sont en milliers de dollars américains.)

Les tableaux qui suivent sont fournis uniquement à des fins d'information. Ceux-ci soulignent la variation, libellée en dollars américains, des résultats d'IESI pour le trimestre et la période de neuf mois entiers terminés le 30 septembre 2006, comparativement au trimestre et à la période de neuf mois entiers terminés le 30 septembre 2005, respectivement. Il est rappelé aux lecteurs que les états consolidés des résultats, des flux de trésorerie et de l'avoir des porteurs de parts du Fonds ne tiennent pas compte des résultats d'IESI pour la période allant du 1^{er} au 20 janvier 2005.

	Trimestres terminés les 30 septembre								
	2006			2005			Variation en \$		
	Sud	Nord-est	Total	Sud	Nord-est	Total	Sud	Nord-est	Total
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)			
Produits	59 890 \$	49 824 \$	109 714 \$	52 140 \$	45 219 \$	97 359 \$	7 750 \$	4 605 \$	12 355 \$
Charges d'exploitation	39 502	25 829	65 331	36 704	22 023	58 727	2 798	3 806	6 604
Frais de vente, généraux et administratifs	7 880	4 648	12 528	6 123	4 898	11 021	1 757	(250)	1 507
Bénéfice avant les éléments suivants	12 508	19 347	31 855	9 313	18 298	27 611	3 195	1 049	4 244
Amortissement			20 861			20 780			81
Intérêts sur la dette à long terme			5 705			4 104			1 601
Frais de financement			-			-			-
Perte (gain) sur les instruments dérivés			2 861			(7 859)			10 720
Coûts liés à l'opération			-			-			-
Autres (produits) charges			(670)			355			(1 025)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices			3 098			10 231			(7 133)
Charge d'impôts			688			2 694			(2 006)
Bénéfice net			2 410 \$			7 537 \$			(5 127) \$

	Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre								
	2006			2005			Variation en \$		
	Sud (non vérifié)	Nord-est (non vérifié)	Total (non vérifié)	Sud (non vérifié)	Nord-est (non vérifié)	Total (non vérifié)	Sud	Nord-est	Total
Produits	173 942 \$	141 943 \$	315 885 \$	149 143 \$	125 261 \$	274 404 \$	24 799 \$	16 682 \$	41 481 \$
Charges d'exploitation	116 538	74 546	191 084	103 408	60 653	164 061	13 130	13 893	27 023
Frais de vente, généraux et administratifs	23 342	15 080	38 422	18 521	13 667	32 188	4 821	1 413	6 234
Bénéfice avant les éléments suivants	34 062	52 317	86 379	27 214	50 941	78 155	6 848	1 376	8 224
Amortissement			60 706			58 468			2 238
Intérêts sur la dette à long terme			16 109			12 217			3 892
Frais de financement			-			28 188			(28 188)
Gain sur les instruments dérivés			(476)			(8 759)			8 283
Coûts liés à l'opération			-			7 344			(7 344)
Autres (produits) charges			(1 954)			1 318			(3 272)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices			11 994			(20 621)			32 615
Charge (économie) d'impôts			804			(8 447)			9 251
Bénéfice net (perte nette)			11 190 \$			(12 174) \$			23 364 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Autres mesures de rendement – Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part de fiducie et par action privilégiée de participation.)

Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}

Objectif

L'objectif premier du Fonds consiste à verser des distributions stables ou croissantes à ses porteurs de parts et aux porteurs d'actions privilégiées de participation. La direction utilise les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} pour évaluer le rendement du Fonds par rapport à cet objectif et pour prévoir le montant des distributions actuelles et futures.

Taux de distribution

La philosophie de la direction en matière de distribution consiste à maintenir un taux de distribution annuel qui ne dépasse pas 90,0 %. Le taux de distribution annuel représente le pourcentage de distributions déclarées divisé par les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. L'établissement d'un taux de distribution annuel plafond de 90,0 % permet au Fonds d'utiliser les flux de trésorerie disponibles excédentaires, représentant l'écart entre les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} et les distributions déclarées, aux principales fins suivantes : maintien des distributions au cours des périodes affichant un bénéfice et des flux de trésorerie à la baisse ou des périodes au cours desquelles d'importants investissements de maintien sont effectués ou au cours desquelles on assiste à une importante variation du fonds de roulement, investissement aux fins d'expansion des décharges actuelles ou de l'aménagement de nouvelles décharges de remplacement, investissements dans le capital-développement et l'infrastructure y compris, sans toutefois s'y limiter, les bâtiments, investissement dans de nouvelles acquisitions stratégiques et rentables et remboursement de la dette à long terme afin de réduire les intérêts débiteurs.

Flux de trésorerie disponibles excédentaires

Le Fonds utilise une partie des flux de trésorerie disponibles excédentaires pour investir dans l'expansion ou l'aménagement de décharges et dans les infrastructures. La tranche restante des flux de trésorerie disponibles excédentaires a été utilisée pour rembourser les sommes prélevées sur les facilités de crédit renouvelables aux fins d'investissement dans le capital-développement et dans les acquisitions.

Clauses restrictives

Le Fonds se conforme à l'ensemble des clauses restrictives des facilités de crédit renouvelables, du prêt à terme, des obligations industrielles et des débetures de premier rang garanties. Par conséquent, le Fonds n'est assujéti à aucune restriction limitant sa capacité à honorer ses obligations de distribution actuelles ou prévues. En outre, le Fonds ne manque à aucune obligation de conformité qui aurait pour incidence un cas de défaut aux termes de ses facilités de crédit renouvelables, de son prêt à terme, de ses obligations industrielles et de ses débetures de premier rang garanties. Si aucune mesure n'est prise pour y remédier, un cas de défaut pourrait habituellement entraîner la déchéance du terme du remboursement et, en bout de ligne, limiter la capacité du Fonds d'honorer ses obligations de distribution actuelles ou prévues.

Impôts futurs

Le Fonds dispose de suffisamment de pertes fiscales inutilisées pour que son bénéfice imposable futur soit libre d'impôt. Les pertes fiscales inutilisées découlent d'ordinaire des unités d'exploitation du Fonds qui permettent divers degrés d'exonération d'impôt. Le Fonds surveille activement les diverses unités d'où émanent les pertes fiscales inutilisées au sein de sa structure organisationnelle et collabore avec divers conseillers pour tirer le meilleur parti de la tranche restante des pertes fiscales inutilisées afin de réaliser un bénéfice en franchise d'impôt. Au gré de l'utilisation des pertes fiscales ou de leur échéance, le Fonds pourrait être assujéti à l'impôt. Les impôts versés sur les bénéfices sont inclus dans la charge d'impôts exigibles dans les états consolidés des résultats du Fonds. Par conséquent, les montants versés relativement aux impôts sur les bénéfices seront portés en déduction des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. Le Fonds revoit activement ses stratégies afin de limiter le degré d'imposition futur du Fonds.

Dettes à long terme

Les facilités de crédit à long terme du Fonds sont assorties de dates d'échéance variées. Ces facilités ne sont pas assujétiées au remboursement de capital par anticipation dans des conditions d'exploitation normales et le Fonds prévoit renouveler ou remplacer ses facilités de crédit à long terme par des instruments d'emprunt similaires au plus tard à la date d'échéance. Par conséquent, le Fonds ne tient compte d'aucun remboursement de capital de ses facilités de crédit à long terme actuelles pour le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Distributions

Au cours des périodes pendant lesquelles les distributions déclarées excèdent les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, le Fonds est autorisé, en vertu de ses facilités de crédit renouvelables, sous réserve de restrictions diverses, à emprunter afin de procéder aux distributions déclarées. Si les facilités de crédit renouvelables du Fonds ne suffisaient pas à couvrir les sommes nécessaires, le Fonds considérerait la réduction d'une partie ou de la totalité de ses distributions. La philosophie du Fonds en matière de distribution consiste à ne pas distribuer plus de 90,0 % des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} au cours d'un exercice donné. Le Fonds gère de manière active les sommes des distributions actuelles et prévues et n'a pas l'intention de tirer des sommes de ses facilités de crédit renouvelables pour être en mesure de verser ses distributions annuelles de l'exercice en cours ou toute distribution annuelle prévue.

Résultats

Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} ont totalisé 38 799 \$ et 102 684 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006, respectivement, comparativement à 32 951 \$ et 90 310 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2005. Cette augmentation est principalement attribuable à une augmentation des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse des investissements de maintien, présentés en détail à la rubrique « Autres mesures de rendement – Investissements de maintien et de croissance » du présent rapport de gestion, ainsi qu'à une utilisation en baisse du fonds de roulement hors trésorerie. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre, les frais de financement moins élevés, engagés au remboursement des billets de premier rang subordonnés d'IESI en 2005, comptent pour la majorité de la tranche restante de la variation observée au cours de la période.

Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} par part de fiducie moyenne pondérée et par action privilégiée de participation pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006 se sont élevés à 0,59 \$ et à 1,57 \$, respectivement, ce qui représente une augmentation de 0,09 \$ et de 0,13 \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes terminées le 30 septembre 2005.

Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} – méthode fondée sur les flux de trésorerie

(en milliers)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation	2006	2005	Variation
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (d'après les états des flux de trésorerie)	52 508 \$	39 574 \$	12 934 \$	129 277 \$	75 445 \$	53 832 \$
Exploitation						
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	1 813	4 726	(2 913)	12 114	14 832	(2 718)
Variation nette des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges ²⁾	(1 315)	1 858	(3 173)	3 135	1 746	1 389
Investissements de maintien	(13 935)	(13 227)	(708)	(40 752)	(37 362)	(3 390)
Financement						
Amortissement du gain ou gain au règlement de contrats à terme de gré à gré sur obligations	56	56	-	168	168	-
Frais de financement (déduction faite de la tranche hors trésorerie)	(91)	(36)	(55)	(418)	35 481	(35 899)
Retenues d'impôt à la source sur les revenus de source étrangère	(592)	-	(592)	(1 762)	-	(1 762)
Incidence des couvertures de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens	1 116	-	1 116	2 967	-	2 967
Gain de change réalisé	(761)	-	(761)	(2 045)	-	(2 045)
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}	38 799 \$	32 951 \$	5 848 \$	102 684 \$	90 310 \$	12 374 \$

Note :

- 2) La variation nette des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges exclut les coûts relatifs aux activités de fermeture et d'après-fermeture liés aux décharges acquises et l'écart de conversion.

L'avis 52-306 du personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières conclut que les flux de trésorerie aux fins de distribution constituent, en toutes circonstances, une mesure des flux de trésorerie et que les flux de trésorerie aux fins de distribution sont présentés de manière fidèle uniquement lorsqu'ils sont rapprochés aux flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers de l'émetteur. Pour en arriver aux flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, divers ajustements sont apportés aux flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation, présentés en détail ci-après.

Exploitation

Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement : la direction du Fonds s'attend à ce que la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement soit négligeable d'un exercice à l'autre. Divers éléments du fonds de roulement, y compris, sans toutefois s'y limiter, le moment auquel les débiteurs sont perçus, les créiteurs sont payés et les ajustements sont apportés, peuvent avoir une incidence importante sur le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} s'ils sont pris en compte dans les calculs trimestriels. Par conséquent, la direction exclut l'incidence de la variation saisonnière des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour éviter la dispersion découlant de la prise en compte de tels montants dans le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. Les variations réalisées du fonds de roulement sont habituellement financées au moyen des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} ou des facilités de crédit renouvelables du Fonds.

Variation nette des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges : les sommes capitalisées dans les actifs liés aux décharges ayant trait aux coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture sont immédiatement amorties et prises en compte dans l'amortissement des actifs liés aux décharges. L'amortissement des actifs liés aux décharges est un élément qui n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie dans le calcul des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation. En outre, les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture ne sont pas pris en compte dans le calcul des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation. La direction a l'intention de facturer aux porteurs de parts les charges à payer relativement aux obligations de fermeture et d'après-fermeture au fur et à mesure qu'elles sont engagées. La direction est d'avis que les ajustements liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture sont de nature obligatoire, même si le moment de satisfaction de telles obligations peut être choisi dans une certaine mesure. Par conséquent, le fait de porter la variation nette des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture en déduction des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation répond aux intentions de la direction.

Investissements de maintien : se reporter à la rubrique « Autres mesures du rendement – Investissements de maintien et de croissance » du présent rapport de gestion.

Financement

Amortissement du gain ou gain au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations : le Fonds a réalisé un gain au règlement de deux contrats à terme de gré à gré sur obligations au deuxième trimestre de 2004. Les contrats à terme de gré à gré sur obligations ont été conclus en prévision de la clôture du placement privé de titres de créance afin de gérer le risque de volatilité des taux d'intérêt avant la clôture du placement. À des fins comptables, le Fonds a constaté un gain de 1 550 \$ au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations. La direction est d'avis que ce gain est directement lié au placement privé de titres de créance sous-jacent et, qu'à ce titre, il sera imputé aux flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} de manière conforme aux modalités de la créance sous-jacente.

Frais de financement (déduction faite de la tranche hors trésorerie) : les frais de financement représentent les coûts engagés pour modifier les facilités de crédit. Ces montants ne sont pas engagés au titre des activités d'exploitation et sont d'ordinaire financés au moyen des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} excédentaires ou des facilités de crédit renouvelables du Fonds.

Retenues d'impôt à la source sur les revenus de source étrangère : les retenues d'impôt à la source sur les revenus de source étrangère représentent un coût décaissé engagé relativement aux intérêts et aux dividendes versés au Fonds dont la provenance est étrangère. Les retenues d'impôt à la source payées sur les revenus de source étrangère peuvent être transférées au bénéfice des porteurs de parts du Fonds et sont portées en réduction de l'avoir des porteurs de parts. Par conséquent, le coût décaissé des retenues d'impôt à la source n'est pas pris en compte pour le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Incidence des couvertures de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens : le Fonds a conclu trois conventions de couverture de trois ans à taux unique pour protéger une partie des distributions libellées en dollars canadiens, lesquelles sont soutenues par les flux de trésorerie libellés en dollars américains, des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Les gains de change réalisés sont inscrits au poste (Gain) perte de change dans l'état consolidé des résultats du Fonds. Les gains ou les pertes réalisés influent sur la capacité du Fonds à effectuer des distributions en espèces et, par conséquent, la direction tient compte des gains ou des pertes réalisés sur les couvertures de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens dans le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Gain de change réalisé : les gains de change réalisés sont pris en compte dans le calcul des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation. Ces montants ne sont pas engagés au titre des activités d'exploitation et sont d'ordinaire financés au moyen des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} excédentaires. Les sommes réalisées relativement aux couvertures de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens sont comprises dans les gains de change réalisés, mais sont présentées séparément aux fins du calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} – méthode fondée sur l'exploitation

Les fiduciaires et la direction du Fonds calculent d'ordinaire les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} au moyen d'une méthode fondée sur l'exploitation. La direction perçoit le BAIIA^{A)} comme tenant lieu de flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation et est tenue, aux termes de ses facilités de crédit à long terme, de procéder à des calculs semblables pour ses prêteurs sous-jacents. Par conséquent, les fiduciaires et la direction continuent d'utiliser la méthode fondée sur l'exploitation aux fins du calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} et pour la prise de décisions relatives aux niveaux de distribution actuels et futurs.

(en milliers)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation	2006	2005	Variation
BAIIA^{A)}	64 455 \$	56 994 \$	7 461 \$	175 682 \$	156 587 \$	19 095 \$
Amortissement des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des actifs liés aux décharges capitalisés, déduction faite des révisions des flux de trésorerie estimatifs	(2 888)	(1 990)	(898)	(6 202)	(4 465)	(1 737)
Intérêt sur la dette à long terme	(8 767)	(7 204)	(1 563)	(24 996)	(19 510)	(5 486)
Primes des cadres relativement à l'opération (autres charges)	(28)	(461)	433	(187)	(2 072)	1 885
Impôts exigibles	(618)	(1 253)	635	(2 234)	(2 948)	714
Retenues d'impôt à la source sur les revenus de source étrangère	(592)	-	(592)	(1 762)	-	(1 762)
Investissements de maintien	(13 935)	(13 227)	(708)	(40 752)	(37 362)	(3 390)
Incidence des couvertures de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens	1 116	36	1 080	2 967	(88)	3 055
Amortissement du gain lié au règlement de contrats à terme de gré à gré sur obligations	56	56	-	168	168	-
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}	38 799 \$	32 951 \$	5 848 \$	102 684 \$	90 310 \$	12 374 \$

Amortissement des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des actifs liés aux décharges capitalisés, déduction faite des révisions des flux de trésorerie estimatifs : les sommes capitalisées dans les actifs liés aux décharges relativement aux coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des actifs liés aux décharges sont amortis immédiatement et compris dans l'amortissement des actifs liés aux décharges. L'amortissement des actifs liés aux décharges est compris dans le BAIIA^{A)} à l'état consolidé des résultats. La direction a l'intention de facturer aux porteurs de parts les coûts à payer relativement aux obligations de fermeture et d'après-fermeture au fur et à mesure qu'ils sont engagés. La direction est d'avis que les ajustements liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture sont de nature obligatoire, même si le moment de satisfaction de telles obligations peut être choisi dans une certaine mesure. Par conséquent, le fait de déduire l'amortissement des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des actifs liés aux décharges en déduction des révisions des flux de trésorerie estimatifs, répond aux intentions de la direction.

Intérêt sur la dette à long terme : l'intérêt sur la dette à long terme représente un coût décaissé engagé relativement à la dette à long terme contractée pour financer les activités poursuivies du Fonds. Les intérêts courus sur la dette à long terme réduisent les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution aux porteurs de parts du Fonds et aux porteurs d'actions privilégiées de participation, étant donné que de telles sommes sont versées aux prêteurs du Fonds. Par conséquent, l'intérêt sur la dette à long terme est déduit du BAIIA^{A)} pour le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Prime des cadres relativement à l'opération (autres charges) : les primes des cadres relativement à l'opération représentent le coût décaissé relatif à l'acquittement des obligations envers la direction non financés à même le produit de l'opération sous-jacente. Les primes des cadres relativement à l'opération réduisent les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution aux porteurs de parts du Fonds et aux porteurs d'actions privilégiées de participation, étant donné que ces sommes sont versées à certains dirigeants du Fonds. Par conséquent, les primes des cadres relativement à l'opération sont déduites du BAIIA^{A)} pour le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Impôts exigibles : les impôts exigibles représentent un coût décaissé pour le Fonds relativement aux impôts sur les bénéfices provinciaux, fédéraux et d'État. Les impôts exigibles réduisent les fonds de trésorerie disponibles aux fins de distribution aux porteurs de parts du Fonds et aux porteurs d'actions privilégiées de participation, étant donné que ces sommes sont versées à diverses autorités gouvernementales. Par conséquent, les impôts exigibles sont déduits du BAIIA^{A)} pour le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Retenues d'impôt à la source sur revenus de source étrangère : les retenues d'impôt à la source sur revenus de source étrangère représentent un coût décaissé engagé relativement aux intérêts et aux dividendes versés au Fonds dont la provenance est étrangère. Les retenues d'impôt à la source payées sur les revenus de source étrangère peuvent être transférées au bénéfice des porteurs de parts du Fonds et sont portées en réduction de l'avoir des porteurs de parts. Les retenues d'impôt à la source sur revenus de source étrangère sont portées en réduction de l'encaisse disponible aux fins de distribution aux porteurs de parts du Fonds et aux porteurs d'actions privilégiées de participation, étant donné que de telles sommes sont versées à l'Internal Revenue Service. Par conséquent, les retenues d'impôt à la source sur revenus de source étrangère sont déduits du BAIIA^{A)} pour le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Investissements de maintien : se reporter à la rubrique « Autres mesures de rendement – Investissements de maintien et de croissance » du présent rapport de gestion.

Incidence des couvertures de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens : le Fonds a conclu trois conventions de couverture de trois ans à taux unique pour protéger une partie des distributions libellées en dollars canadiens, lesquelles sont soutenues par les flux de trésorerie libellés en dollars américains, des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Les gains de change réalisés sont inscrits au poste (Gain) perte de change dans l'état consolidé des résultats du Fonds. Les gains ou les pertes réalisés sur des couvertures de change augmentent ou réduisent les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution aux porteurs de parts et aux porteurs d'actions privilégiées de participation étant donné que de telles sommes sont versées à des tiers pour la couverture des opérations. Par conséquent, les gains ou les pertes réalisés sur des couvertures de change pour soutenir les distributions en dollars canadiens sont ajoutés ou déduits du BAIIA^{A)} pour le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Amortissement du gain ou gain lié au règlement de contrats à terme de gré à gré sur obligations : le Fonds a réalisé un gain au règlement de deux contrats à terme de gré à gré sur obligations au deuxième trimestre de 2004. Les contrats à terme de gré à gré sur obligations ont été conclus en prévision de la clôture du placement privé de titres de créance afin de gérer le risque de volatilité des taux d'intérêt avant la clôture du placement. Aux fins de conformité à la directive comptable, le Fonds a constaté un gain de 1 550 \$ au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations. La direction est d'avis que ce gain est directement lié au placement privé de titres de créance sous-jacents et, qu'à ce titre, il sera imputé aux flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution de manière conforme aux modalités de la créance sous-jacente.

Le montant en espèces reçu au règlement des contrats à terme de gré à gré sur obligations en 2004 sera imputé aux flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} à partir du mois de juillet 2004, et jusqu'à l'échéance sous-jacente des débentures garanties de premier rang, comme suit :

(en milliers)

Années	Amortissement	
	annuel	Amortissement total
2004	112 \$	112 \$
de 2005 à 2008	224 \$	896
2009	155 \$	155
de 2010 à 2013	86 \$	344
2014	43 \$	43
		<u>1 550 \$</u>

Investissements de maintien et de croissance

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Total	34 603 \$	25 238 \$	9 365 \$	99 569 \$	75 198 \$	24 371 \$
Maintien :						
Canada	4 493 \$	3 355 \$	1 138 \$	13 127 \$	12 959 \$	168 \$
É.-U.	9 442 \$	9 872 \$	(430) \$	27 625 \$	24 403 \$	3 222 \$
Croissance :						
Canada	4 888 \$	4 122 \$	766 \$	19 658 \$	10 955 \$	8 703 \$
É.-U.	15 780 \$	7 889 \$	7 891 \$	39 159 \$	26 881 \$	12 278 \$

Investissements de maintien

Les investissements de maintien représentent les dépenses nécessaires au maintien des flux de trésorerie. Les investissements de maintien comprennent d'ordinaire le remplacement d'immobilisations productives générant des flux de trésorerie, y compris les véhicules, le matériel, les conteneurs, les compacteurs à déchets, le mobilier, les agencements et le matériel informatique. Les investissements de maintien comprennent également une charge au titre de l'utilisation des capacités de mise en décharge, calculée de la manière suivante : le coût des capacités de mise en décharge à compter de la date d'acquisition, additionné aux coûts de construction liés aux décharges estimatifs pour le restant de la vie utile permise ou réputée permise de la décharge, est divisé par la capacité restante permise ou réputée permise exprimée en tonnes. La somme résultante est multipliée par la capacité utilisée au cours de la période ou de l'exercice et représente la charge au titre des investissements de maintien relative à l'utilisation des capacités de mise en décharge. La construction de capacités de mise en décharge n'est pas linéaire. Par conséquent, il pourrait y avoir des

périodes ou des exercices au cours desquels les coûts de construction de capacité de mise en décharge excèdent la charge au titre des investissements de maintien liée à la capacité de mise en décharge utilisée. Les coûts de construction de décharges engagés au cours de toute période ou exercice en excédent de la charge au titre des investissements de maintien sont inscrits à titre d'investissements de croissance. Pour les périodes ou les exercices au cours desquels les coûts de construction de décharges sont inférieurs à la charge au titre des investissements de maintien liée à la capacité de mise en décharge utilisée, l'écart résultant est porté en déduction des investissements de croissance.

Les augmentations du secteur canadien découlent principalement du calendrier, de la réception, ainsi que de l'augmentation des coûts d'achat des véhicules et du matériel. Les augmentations du secteur américain ont principalement trait à une plus grande clientèle, de la hausse des coûts d'acquisition d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges, de l'augmentation des dépenses engagées relativement à l'aménagement de cellules et à l'acquisition de véhicules et de matériel, ainsi qu'aux investissements de maintien engagés à l'égard des acquisitions menées à terme par l'intermédiaire des secteurs américains du Fonds jusqu'au mois de septembre 2006.

Investissements de croissance

Les investissements de croissance représentent les dépenses relatives aux nouveaux flux de trésorerie. Les investissements de croissance comprennent d'ordinaire l'achat de véhicules, de matériel, de conteneurs, de compacteurs à déchets, de mobilier, d'agencements et de matériel informatique pour soutenir la croissance interne de l'entreprise et honorer les contrats nouvellement obtenus. Les coûts de construction liés aux décharges en excédent des investissements de maintien liés aux capacités de mise en décharge utilisées sont classés à titre d'investissements de croissance, jusqu'à ce que les capacités aménagées en excédent soient utilisées au cours d'une période ou d'un exercice subséquent. Les investissements de croissance sont financés au moyen des flux de trésorerie excédentaires ou des facilités de crédit renouvelables du Fonds.

L'augmentation des investissements de croissance pour les secteurs canadien et américains du Fonds résulte principalement des terrains acquis aux fins d'expansion future des décharges, des véhicules, du matériel et des conteneurs acquis dans le but de soutenir la croissance interne des produits, y compris des nouveaux contrats, ainsi que de l'aménagement de cellules, qui donnera lieu à des retombées positives au cours d'une ou de plusieurs périodes futures.

Nous rappelons aux lecteurs que les apports aux produits et au BAIIA^A) provenant des investissements de croissance visant des véhicules, du matériel ou des conteneurs se concrétiseront au cours de la période visée par le contrat sous-jacent et probablement par la suite. Pour le Fonds, les retombées de ces investissements de croissance s'échelonnent environ sur trois à cinq ans.

Distributions

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part de fiducie et les montants par action privilégiée de participation.)

En août 2006, le Fonds a augmenté son taux de distribution de 7,1 %, ce qui a porté le taux annualisé à 1,818 \$ par part de fiducie et par action privilégiée de participation à compter de la distribution payable le 15 septembre 2006 aux porteurs de parts de fiducie et aux porteurs d'actions privilégiées de participation inscrits le 31 août 2006.

En prévision du rendement financier post-acquisition d'IESI, le Fonds a augmenté de 12,0 % son taux de distribution annuel par part de fiducie en janvier 2005, qui est passé de 1,4025 \$ à 1,5708 \$ avec prise d'effet en février 2005. En août 2005, le Fonds a augmenté son taux de distribution de 8,1 %, ce qui a porté le taux annualisé à 1,698 \$ par part de fiducie et par action privilégiée de participation à compter de la distribution payable le 15 septembre 2005 aux porteurs de parts de fiducie et aux porteurs d'actions privilégiées de participation inscrits le 31 août 2005.

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006, le Fonds a déclaré des distributions aux porteurs de parts de fiducie et aux porteurs d'actions privilégiées de participation totalisant 0,44 \$ et 1,29 \$, respectivement, par part de fiducie moyenne pondérée et par action privilégiée de participation moyenne pondérée. Le Fonds a déclaré une distribution de 0,1515 \$ par part de fiducie et par action privilégiée de participation payable le 16 octobre 2006 aux porteurs de parts inscrits le 30 septembre 2006.

Le tableau suivant présente les ratios de distribution du Fonds par trimestre et par exercice, sur une base cumulative :

	2006				
	T3	T2	T1	Total	
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	38 799 \$	33 293 \$	30 592 \$	102 684 \$	
Distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées	23 802 \$	22 775 \$	22 775 \$	69 352 \$	
Part des distributions déclarées revenant aux porteurs d'actions privilégiées de participation	5 227	5 002	5 002	15 231	
Total des distributions déclarées	<u>29 029 \$</u>	<u>27 777 \$</u>	<u>27 777 \$</u>	<u>84 583 \$</u>	
Ratio de distribution	74,8 %	83,4 %	90,8 %	82,4 %	
Ratio de distribution cumulé	85,3 %	86,7 %	87,1 %	85,3 %	
	2005				
	T4	T3	T2	T1 ³⁾	Total ³⁾
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	30 569 \$	32 951 \$	33 176 \$	24 183 \$	120 879 \$
Distributions déclarées sur les parts de fiducie moyennes pondérées	21 595 \$	20 672 \$	18 739 \$	15 624 \$	76 630 \$
Distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	-	-	-	1 175	1 175
Part des distributions déclarées revenant aux porteurs d'actions privilégiées de participation	6 130	6 429	6 963	6 374	25 896
Total des distributions déclarées	<u>27 725 \$</u>	<u>27 101 \$</u>	<u>25 702 \$</u>	<u>23 173 \$</u>	<u>103 701 \$</u>
Ratio de distribution	90,7 %	82,2 %	77,5 %	95,8 %	85,8 %
Ratio de distribution excluant les distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	90,7 %	82,2 %	77,5 %	91,0 %	84,8 %
Ratio de distribution cumulé incluant les distributions déclarées sur les reçus de souscription moyens pondérés	86,6 %	85,9 %	86,7 %	89,1 %	86,6 %
	2004				
	T4	T3	T2	T1	Total
Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ^{B)}	10 307 \$	11 681 \$	8 537 \$	10 913 \$	41 438 \$
Distributions déclarées	9 292 \$	9 011 \$	8 446 \$	8 446 \$	35 195 \$
Ratio de distribution	90,2 %	77,1 %	98,9 %	77,4 %	84,9 %
Ratio de distribution cumulé	87,5 %	87,2 %	88,7 %	87,5 %	87,5 %

Note :

- 3) Les distributions déclarées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2005 incluent les distributions versées aux porteurs de reçus de souscription avant la clôture de l'acquisition d'IESI. Par conséquent, les ratios de distribution de 95,8 % et de 85,8 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2005 et l'exercice terminé le 31 décembre 2005, respectivement, incluent des distributions versées aux porteurs de reçus de souscription qui s'élèvent à 1 175 \$. Exclusion faite des distributions déclarées et versées aux porteurs de reçus de souscription, les ratios de distribution ajustés étaient de 91,0 % et de 84,8 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2005 et l'exercice terminé le 31 décembre 2005, respectivement.

Sommaire des résultats trimestriels

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part de fiducie.)

(en milliers, sauf les montants par part de fiducie)

	2006			
(non vérifié)	T3	T2	T1	Total
Produits				
Canada	76 891 \$	72 329 \$	64 477 \$	213 697 \$
É.-U. – sud	67 183	66 021	63 820	197 024
É.-U. – nord-est	55 907	54 305	50 567	160 779
	199 981 \$	192 655 \$	178 864 \$	571 500 \$
Bénéfice net	11 049 \$	8 360 \$	4 928 \$	24 337 \$
Bénéfice net par part de fiducie moyenne pondérée, de base et dilué	0,21 \$	0,16 \$	0,09 \$	0,46 \$

(en milliers, sauf les montants par part de fiducie)

	2005				
(non vérifié)	T4	T3	T2 ⁴⁾	T1 ⁴⁾	Total
Produits					
Canada	61 948 \$	65 573 \$	65 073 \$	55 000 \$	247 594 \$
É.-U. – sud	63 196	62 710	62 760	45 079	233 745
É.-U. – nord-est	52 743	54 433	53 933	34 976	196 085
	177 887 \$	182 716 \$	181 766 \$	135 055 \$	677 424 \$
Bénéfice net (perte nette)	5 053 \$	6 296 \$	7 756 \$	(8 462) \$	10 643 \$
Bénéfice net (perte nette) par part de fiducie moyenne pondérée, de base et dilué(e)	0,10 \$	0,13 \$	0,16 \$	(0,21) \$	0,22 \$

(en milliers, sauf les montants par part de fiducie)

	2004 ^{4),5)}				
(non vérifié)	T4	T3	T2	T1	Total
Produits					
Canada	52 513 \$	48 913 \$	49 762 \$	42 201 \$	193 389 \$
É.-U. – sud	-	-	-	-	-
É.-U. – nord-est	-	-	-	-	-
	52 513 \$	48 913 \$	49 762 \$	42 201 \$	193 389 \$
Bénéfice net	5 633 \$	5 159 \$	5 808 \$	3 362 \$	19 962 \$
Bénéfice net par part de fiducie moyenne pondérée, de base et dilué	0,21 \$	0,19 \$	0,22 \$	0,13 \$	0,75 \$

Notes :

4) Les produits ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre ou de l'exercice considéré.

5) Le sommaire des résultats trimestriels pour les trimestres et l'exercice terminés en 2004 a été retraité afin que sa présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré. Les retraitements sont conformes à la présentation et à la caractérisation de l'information sectorielle du Fonds. Avec prise d'effet le 21 janvier 2005, le Fonds a acquis IESI et, par conséquent, les résultats d'IESI ne sont pas inclus dans le sommaire des résultats trimestriels de 2004.

Montant total approximatif de la croissance des produits entre le premier trimestre de 2004 et le troisième trimestre de 2006 :

Produits du premier trimestre de 2004	42 200 \$
Apports à la croissance des produits :	
Acquisition d'IESI en janvier 2005, y compris les acquisitions réalisées par les secteurs américains en 2005 et en 2006	123 100
Acquisitions réalisées par le secteur canadien de 2004 à 2006	11 800
Hausse nette des prix, des volumes et du supplément lié au carburant	22 900
Produits du troisième trimestre de 2006	200 000 \$

Situation financière

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire.)

Principales données du bilan consolidé

	Canada au 30 septembre 2006	É.-U. au 30 septembre 2006	Données consolidées au 30 septembre 2006	Canada au 31 décembre 2005	É.-U. au 31 décembre 2005	Données consolidées au 31 décembre 2005
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)			
Débiteurs	46 771 \$	45 386 \$	92 157 \$	36 483 \$	45 372 \$	81 855 \$
Actifs incorporels	48 731 \$	22 919 \$	71 650 \$	58 443 \$	26 060 \$	84 503 \$
Écart d'acquisition	52 386 \$	414 445 \$	466 831 \$	50 889 \$	415 739 \$	466 628 \$
Frais reportés	494 \$	13 720 \$	14 214 \$	-	13 478 \$	13 478 \$
Immobilisations	120 403 \$	188 628 \$	309 031 \$	103 124 \$	189 371 \$	292 495 \$
Actifs liés aux décharges	199 961 \$	507 928 \$	707 889 \$	211 457 \$	527 769 \$	739 226 \$
Fonds de roulement déficitaire (actif à court terme moins passif à court terme)	6 902 \$	(14 666) \$	(7 764) \$	(29 147) \$	(7 971) \$	(37 118) \$

Débiteurs

Variation en \$ – Données consolidées au 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	10 302 \$
Variation en \$ – Canada – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	10 288 \$
Variation en \$ – É.-U. – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	14 \$

La hausse des débiteurs du secteur canadien du Fonds s'explique par la croissance interne plus élevée des produits, notamment en ce qui a trait à l'obtention de nouveaux contrats, par le traitement de volumes de déchets plus élevés aux diverses décharges du Fonds et par la nature saisonnière des activités.

La hausse des débiteurs des secteurs américains du Fonds est faible et s'explique par la croissance interne plus élevée des produits, notamment en ce qui concerne l'obtention de nouveaux contrats, conjuguée au moment où les recouvrements ont été effectués en ce qui a trait au secteur du nord-est des États-Unis et à la nature saisonnière des activités. Ces augmentations ont presque entièrement été contrebalancées par des fluctuations des taux de change.

Actifs incorporels

Variation en \$ – Données consolidées au 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(12 853) \$
Variation en \$ – Canada – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(9 712) \$
Variation en \$ – É.-U. – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(3 141) \$

La diminution des actifs incorporels du secteur canadien du Fonds est imputable à l'amortissement, qui totalise environ 10 500 \$, partiellement compensé par les actifs incorporels d'environ 800 \$ acquis lors d'une acquisition.

La diminution des actifs incorporels des secteurs américains du Fonds est imputable à un amortissement totalisant environ 4 100 \$ et aux fluctuations des taux de change pour cette même période, contrebalancée en partie par les actifs incorporels obtenus dans le cadre d'une acquisition, d'un montant d'environ 2 000 \$.

Écart d'acquisition

Variation en \$ – Données consolidées au 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	203 \$
Variation en \$ – Canada – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	1 497 \$
Variation en \$ – É.-U. – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(1 294) \$

L'accroissement de l'écart d'acquisition du secteur canadien du Fonds s'explique par la constatation de l'écart d'acquisition au moment de l'acquisition. Le rétrécissement de l'écart d'acquisition des secteurs américains du Fonds s'explique par les fluctuations des taux de change, partiellement compensées par l'écart d'acquisition constaté à l'acquisition et les paiements conditionnels liés à l'acquisition.

Frais reportés

Variation en \$ – Données consolidées au 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	736 \$
Variation en \$ – Canada – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	494 \$
Variation en \$ – É.-U. – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	242 \$

L'augmentation des frais reportés du secteur canadien du Fonds est entièrement imputable aux projets d'aménagement de décharges. Les frais reportés des secteurs américains du Fonds ont augmenté en grande partie en raison des gains nets non réalisés enregistrés sur les instruments dérivés, partiellement contrebalancés par les fluctuations des taux de change.

Immobilisations

Variation en \$ – Données consolidées au 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	16 536 \$
Variation en \$ – Canada – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	17 279 \$
Variation en \$ – É.-U. – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(743) \$

L'augmentation des immobilisations du secteur canadien du Fonds est attribuable surtout aux acquisitions de véhicules, de matériel et de conteneurs, incluant les immobilisations acquises, totalisant environ 30 600 \$, partiellement contrebalancées par l'amortissement, qui s'est établi à environ 13 300 \$.

La diminution des immobilisations des secteurs américains du Fonds est imputable à un amortissement d'un montant total d'environ 28 500 \$ jumelé aux fluctuations des taux de change, partiellement contrebalancées par les nouvelles acquisitions de véhicules, de matériel et de conteneurs, et par l'obtention d'immobilisations dans le cadre de l'acquisition, qui ont totalisé environ 36 800 \$. Le solde de la variation s'explique par les cessions d'immobilisations, qui étaient généralement destinées au rebut, au cours de la période.

Actifs liés aux décharges

Variation en \$ – Données consolidées au 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(31 337) \$
Variation en \$ – Canada – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(11 496) \$
Variation en \$ – É.-U. – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(19 841) \$

La diminution des actifs liés aux décharges du secteur canadien du Fonds est imputable à un amortissement d'environ 18 100 \$, lequel a été supérieur aux acquisitions d'actifs liés aux décharges et aux coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture capitalisés, d'un montant total d'environ 6 600 \$.

La diminution des actifs liés aux décharges des secteurs américains du Fonds est imputable à un amortissement d'un montant total d'environ 35 500 \$, jumelé aux fluctuations des taux de change, qui ont été supérieurs aux acquisitions d'actifs liés aux décharges, principalement à la décharge Seneca Meadows, et aux coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges capitalisés, qui ont totalisé environ 38 600 \$.

Fonds de roulement déficitaire

Variation en \$ – Données consolidées au 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	29 354 \$
Variation en \$ – Canada – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	36 049 \$
Variation en \$ – É.-U. – 30 septembre 2006 par rapport au 31 décembre 2005	(6 695) \$

La diminution du fonds de roulement déficitaire du secteur canadien du Fonds est attribuable en grande partie à la renégociation de la facilité de crédit canadienne, qui a permis d'en modifier l'échéance, laquelle est passée de 364 jours à juin 2010. Par conséquent, un montant de 29 500 \$ correspondant à la tranche à court terme de la dette à long terme au 31 décembre 2005 et classé dans le passif à court terme a été inclus dans la dette à long terme au 30 septembre 2006.

L'augmentation du fonds de roulement déficitaire des secteurs américains du Fonds est imputable en grande partie à la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie généralement utilisés pour financer les variations du fonds de roulement, ainsi qu'à l'augmentation des charges à payer au titre des immobilisations et des décharges.

Présentation des données par part de fiducie en circulation

(en milliers)	30 septembre 2006	
	Parts	\$
Parts de fiducie	53 617	908 221
Parts de catégorie A	-	-
Total de l'apport en capital	53 617	908 221

Parts de fiducie

Un nombre illimité de parts de fiducie peut être émis. Chaque part de fiducie peut être cédée, comporte un droit de vote et représente un droit de bénéficiaire égal et indivis à l'égard de toute distribution versée par le Fonds, que ce soit sous forme de revenu, de gains nets en capital réalisés ou d'autres montants, et à l'égard de tout actif net du Fonds dans le cas de sa dissolution ou de la liquidation.

Parts de catégorie A

IESI, à titre de porteur de la part de catégorie A, a le droit de voter avec les parts de fiducie du Fonds sur toutes les questions à raison de un vote pour chaque part de fiducie recevable à l'exercice des droits d'échange pour chaque action privilégiée de participation. La part de catégorie A donnera habituellement un droit de vote avec les parts de fiducie du Fonds à toutes les assemblées des porteurs de parts ou relativement à toute résolution écrite des porteurs de parts. Le porteur de la part de catégorie A a le droit de désigner jusqu'à deux fiduciaires du Fonds. Le droit de désigner des fiduciaires est tributaire de la participation des porteurs d'actions privilégiées de participation et le droit de désigner deux fiduciaires est conditionnel à ce que les porteurs d'actions privilégiées de participation détiennent une participation dans le Fonds, sur une base diluée, excédant 20 %. Si la participation des porteurs d'actions privilégiées de participation est inférieure à 20 %, mais supérieure à 10 %, le porteur de la part de catégorie A a le droit de désigner un fiduciaire du Fonds. Si la participation des porteurs d'actions privilégiées de participation est inférieure à 10 %, le porteur de la part de catégorie A n'a pas le droit de désigner un fiduciaire du Fonds. Au 30 septembre 2006, la participation indirecte des porteurs d'actions privilégiées de participation était d'environ 18,0 %.

La deuxième déclaration de fiducie modifiée et mise à jour approuvée lors de l'assemblée extraordinaire des porteurs de parts prévoit que, aussi longtemps que des actions privilégiées de participation sont en circulation, les fiduciaires ne doivent pas déclarer, verser ni effectuer une distribution de flux de trésorerie distribuables ni toute autre distribution d'encaisse ou de biens à l'égard d'une part de fiducie du Fonds, à moins qu'IESI ne déclare une distribution aux porteurs d'actions privilégiées de participation d'un montant correspondant à la distribution par part payable aux porteurs de parts du Fonds. La part de catégorie A sera remboursable au gré du porteur en tout temps ou au gré du Fonds en tout temps après la date où aucune action privilégiée de participation n'est en circulation et que les droits relatifs à la part de catégorie A sur le Fonds ont cessé d'être en vigueur. Le prix de rachat de la part de catégorie A sera d'un montant nominal.

Retenues d'impôt à la source sur les revenus de source étrangère

En raison de la réorganisation de la participation du Fonds dans les billets à recevoir d'IESI, les impôts retenus à la source sur les revenus de source étrangère peuvent être transférés aux porteurs de parts du Fonds. Par conséquent, les retenues d'impôts à la source sur les revenus de source étrangère sont portées en diminution de l'avoir des porteurs de parts dans le bilan consolidé du Fonds.

Part des actionnaires sans contrôle – Actions privilégiées de participation

Au 6 novembre 2006, 10 492 actions privilégiées de participation avaient été converties en parts de fiducie du Fonds depuis l'émission du 21 janvier 2005. Chaque porteur d'actions privilégiées de participation reçoit des dividendes comme si le porteur était un porteur de parts de fiducie. En présupposant l'échange de la totalité de la part des actionnaires sans contrôle des porteurs d'actions privilégiées de participation, le Fonds aurait l'équivalent de 65 391 parts de fiducie en circulation au 6 novembre 2006.

Situation de trésorerie et sources de financement

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par tonne, à moins d'indication contraire.)

Dette à long terme

Le tableau ci-dessous présente les détails des facilités de crédit à long terme du Fonds :

	Emprunt disponible	Prélèvements effectués sur la facilité au 30 septembre 2006	Lettres de crédit (non présentées à titre de dette à long terme dans les bilans consolidés)	Capacité disponible
Facilités de crédit à long terme au Canada – présentées en dollars canadiens				
Déventures garanties de premier rang, série A	47 000 \$	47 000 \$	- \$	- \$
Déventures garanties de premier rang, série B	58 000 \$	58 000 \$	- \$	- \$
Facilité de crédit renouvelable	80 000 \$	43 500 \$	22 455 \$	14 045 \$
Facilités de crédit à long terme aux États-Unis – présentées en dollars américains				
Emprunt à terme	195 000 \$	195 000 \$	- \$	- \$
Facilité de crédit renouvelable	255 000 \$	89 500 \$	102 362 \$	63 138 \$
Obligations-recettes	45 000 \$	37 000 \$	- \$	8 000 \$

Les lettres de crédit émises en vertu de la facilité de crédit renouvelable du Fonds aux États-Unis comprennent 8 000 \$ US de lettres émises le 20 septembre 2006 relativement aux prélèvements sur les obligations-recettes effectivement financés le 2 octobre 2006. Une tranche du produit des obligations-recettes a été utilisée pour rembourser les avances tirées sur la facilité de crédit renouvelable.

Les facilités de crédit à long terme du Fonds au Canada et aux États-Unis sont assorties d'une option d'extension permettant d'accroître, de 80 000 \$ à 120 000 \$, la capacité d'emprunt disponible de la facilité de crédit canadienne renouvelable et d'augmenter, de 385 000 \$ US à 550 000 \$ US, la capacité disponible de l'emprunt à terme et de la facilité de crédit renouvelable aux États-Unis, sous réserve de certaines restrictions. Le 30 septembre 2006, le Fonds s'est prévalu d'une partie de l'option d'extension assortie à sa facilité de crédit renouvelable et à son emprunt à terme aux États-Unis, ce qui a porté la facilité à un total de 450 000 \$ US. La capacité d'emprunt disponible de la facilité de crédit renouvelable et de l'emprunt à terme aux États-Unis a augmenté de 10 000 \$ US et de 55 000 \$ US, pour s'établir à 195 000 \$ US et à 255 000 \$ US, respectivement.

Au 30 septembre 2006, le Fonds était en conformité avec toutes les conditions de ses facilités de crédit renouvelables à long terme. Sur une base consolidée, le ratio de la dette à long terme du Fonds sur le BAIIA^{A)} des douze derniers mois se chiffre à 2,25. Nous rappelons aux lecteurs que les contributions annualisées au BAIIA^{A)} tirées des acquisitions conclues dans les douze derniers mois ne sont pas comprises dans le ratio susmentionné. La direction du Fonds est convaincue que les facilités de crédit à long terme et les capacités d'emprunt disponibles du Fonds seront suffisantes pour mener à bien les activités de croissance et d'aménagement planifiées à court terme. La direction a l'intention d'émettre des parts de fiducie du Fonds à mesure que ses capacités d'emprunt disponibles en vertu des facilités de crédit à long terme diminueront en raison des activités d'aménagement et de croissance du Fonds à court terme ou lorsque d'importantes acquisitions stratégiques seront réalisées.

Une tranche de l'emprunt à terme, de deux facilités de crédit renouvelables et des obligations-recettes du Fonds est assortie de taux d'intérêt assujettis aux fluctuations du taux préférentiel, du taux des acceptations bancaires sur 30 jours ou du TIOL. Le Fonds a couvert un montant de 115 000 \$ US en vertu du taux variable sur son emprunt à terme de 195 000 \$ US. Le solde de l'emprunt à terme aux États-Unis, de 80 000 \$ US, et les montants tirés sur les facilités renouvelables du Fonds au Canada et aux États-Unis, qui totalisent 43 500 \$ et 89 500 \$ US, respectivement, et les montants prélevés sur les obligations-recettes, sont assujettis au risque de taux d'intérêt. Une hausse ou une baisse de 1,0 % du taux d'intérêt variable se traduit par une variation des intérêts de 800 \$ US, de 435 \$, de 895 \$ US et de 370 \$ US sur l'emprunt à terme aux États-Unis, sur les facilités de crédit renouvelables au Canada et aux États-Unis du Fonds et sur les obligations-recettes, respectivement.

En vertu des conditions liées aux débetures, à l'emprunt à terme, aux facilités de crédit renouvelables et aux obligations-recettes (collectivement les « facilités »), le Fonds est tenu de rembourser en totalité le capital de chaque facilité à sa date d'échéance respective. Tout cas de défaut exigerait le remboursement avant la date d'échéance. Tout manquement aux conditions des facilités pourrait donner lieu à un cas de défaut qui, si l'on n'y a pas remédié ou s'il n'a pas fait l'objet d'une dispense, pourrait donner lieu à un devancement du remboursement de la dette visée. Si le remboursement des facilités devait être devancé, rien ne garantit que les actifs du Fonds suffiraient à rembourser la totalité des facilités.

Les conditions rattachées aux facilités comportent de nombreuses clauses restrictives qui limitent la latitude dont dispose la direction du Fonds à l'égard de certaines décisions commerciales. Ces clauses limitent, entre autres, la capacité du Fonds à contracter des dettes supplémentaires, à grever ses biens d'un privilège ou de toute autre charge, à verser des distributions sur les parts de fiducie et les actions privilégiées de participation au-delà de certains niveaux ou à effectuer d'autres paiements et placements et à contracter d'autres prêts ou à donner d'autres garanties et à vendre ou à céder autrement des actifs, ou encore à fusionner avec une autre entité ou à se regrouper avec elle. En outre, les débetures et les facilités de crédit renouvelables comportent un certain nombre de clauses financières qui requièrent du Fonds qu'il respecte certains ratios financiers et qu'il se soumette à certains tests visant à évaluer sa situation financière. Tout manquement aux conditions prévues par les débetures ou les facilités de crédit pourrait engendrer un cas de défaut qui, si l'on n'y a pas remédié ou s'il n'a pas fait l'objet d'une dispense, pourrait se solder par un remboursement anticipé. Si le remboursement des facilités devait être devancé, rien ne garantit que les actifs du Fonds suffiraient à rembourser la totalité de ces facilités.

La facilité de crédit renouvelable du Fonds aux États-Unis limite les dépenses totales annualisées en immobilisations et en actifs liés aux décharges, moins les dépenses liées aux nouveaux contrats municipaux, à 1,2 fois l'amortissement annuel des immobilisations et des actifs liés aux décharges. Si des occasions se présentent et nécessitent une augmentation des investissements de croissance supérieurs à ceux prévus par la clause restrictive, le Fonds tentera d'obtenir une renonciation à cette clause. L'incapacité à obtenir cette renonciation pourrait faire en sorte que le remboursement de la dette soit devancé, ou se traduise par le report des investissements de croissance. Si le moment du remboursement de la facilité devait être devancé, rien ne garantit que les actifs du Fonds suffiraient à rembourser la totalité de cette facilité.

La direction du Fonds poursuit son étude active des différentes possibilités de financement.

Flux de trésorerie

	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2006	2005	Variation en \$	2006	2005	Variation en \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités suivantes :						
Activités d'exploitation	52 508 \$	39 574 \$	12 934 \$	129 277 \$	75 445 \$	53 832 \$
Activités d'investissement	(51 438) \$	(37 990) \$	(13 448) \$	(121 750) \$	(216 705) \$	94 955 \$
Activités de financement	2 438 \$	(1 360) \$	3 798 \$	(14 968) \$	142 221 \$	(157 189) \$

Activités d'exploitation

Trimestre terminé le 30 septembre

L'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation est attribuable à une croissance interne et par le biais des acquisitions vigoureuses ayant eu pour incidence une contribution plus importante au bénéfice net, ainsi qu'à une utilisation moindre du fonds de roulement découlant en partie du calendrier des dépenses en immobilisations et en actifs liés aux décharges et des charges à payer au titre du RLIT.

Période de neuf mois terminée le 30 septembre

L'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'explique essentiellement par une croissance interne et par le biais des acquisitions vigoureuses, par la consolidation des résultats d'IESI sur 20 jours supplémentaires pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi qu'à la constatation d'une charge éteinte lors du rachat de 150 000 \$ US de billets garantis de premier rang à 10,25 % d'IESI en janvier 2005, laquelle a totalisé environ 34 600 \$.

Activités d'investissement

Trimestre terminé le 30 septembre

L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement est principalement liée à l'augmentation d'environ 8 500 \$ de l'acquisition d'immobilisations et est également essentiellement imputable aux investissements de croissance et à l'augmentation des acquisitions complémentaires d'un montant total d'environ 4 200 \$. L'augmentation des dépenses en immobilisations d'un exercice à l'autre est présentée en détail à la rubrique « Autres mesures de rendement – Investissements de maintien et de croissance » du présent rapport de gestion.

Période de neuf mois terminée le 30 septembre

La diminution des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement s'explique essentiellement par la baisse du nombre d'acquisitions, se chiffrant à environ 121 000 \$, partiellement contrebalancée par une augmentation des acquisitions d'immobilisations d'environ 24 000 \$. En 2005, le Fonds a mené à terme les acquisitions d'IESI et de la décharge Ridge, ainsi que diverses acquisitions complémentaires, qui se sont établies à environ 140 300 \$, alors que les acquisitions se sont chiffrées à environ 19 700 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006. L'augmentation des dépenses en immobilisations d'un exercice à l'autre est expliquée en détail à la rubrique « Autres mesures de rendement – Investissements de maintien et de croissance » du présent rapport de gestion.

Activités de financement

Trimestre terminé le 30 septembre

L'augmentation des flux de trésorerie tirés des activités de financement s'explique par le montant net supplémentaire des prélèvements sur les facilités de crédit renouvelables du Fonds, qui a augmenté d'environ 6 600 \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison principalement des investissements de croissance et par le biais des acquisitions, partiellement compensé par une hausse des distributions versées aux porteurs de parts de fiducie et aux porteurs d'actions privilégiées de participation, ainsi qu'aux impôts retenus à la source sur les revenus de source étrangère, qui se sont établis à environ 2 000 \$ et 600 \$, respectivement.

Période de neuf mois terminée le 30 septembre

L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités de financement résulte en partie de la clôture de l'acquisition d'IESI en janvier 2005 et de divers financements obtenus au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2005. Le montant net des prélèvements sur les facilités de crédit a totalisé environ 71 800 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006. Les prélèvements effectués en 2006 sur la facilité de crédit renouvelable ont été essentiellement affectés à l'aménagement et à l'expansion des décharges, aux investissements de croissance, au fonds de roulement et aux acquisitions. Le reste de l'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités de financement s'explique en grande partie par la hausse d'environ 14 100 \$ des distributions versées aux porteurs de parts de fiducie et aux porteurs d'actions privilégiées de participation.

En 2006, le Fonds prévoit affecter son excédent de trésorerie et le produit de ses facilités de crédit renouvelables au financement de ses besoins en fonds de roulement, à l'acquisition d'actifs contribuant à la croissance, à l'aménagement de capacités de mise en décharge ou à l'expansion de telles capacités, à l'amorce de projets d'infrastructure dans ses décharges, ainsi qu'au financement d'acquisitions complémentaires stratégiques ou d'acquisitions sur de nouveaux marchés.

Instruments dérivés

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire.)

Le Fonds a conclu les instruments dérivés suivants : des swaps de taux d'intérêt variable sur une tranche de sa facilité d'emprunt aux États-Unis, des ententes pour couvrir son risque de change, et un swap sur marchandises relativement au vieux carton ondulé. Le Fonds a conclu des swaps de taux d'intérêt variable et des ententes pour couvrir son risque de change aux termes de sa facilité de crédit aux États-Unis et pour couvrir son risque de change en ce qui a trait à des sommes reçues d'IESI afin de financer les obligations de distribution en dollars canadiens aux porteurs de parts et aux porteurs d'actions privilégiées de participation. Le Fonds n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins de négociation ou de spéculation. Dans le but de réduire son risque de crédit, il ne conclut des instruments dérivés qu'avec des contreparties dont les ressources financières sont considérées comme suffisantes.

Le Fonds, par l'intermédiaire d'IESI, a conclu trois conventions de trois ans à taux unique visant à couvrir son risque de change. Les conventions de vente de dollars américains et d'achat de 4 500 \$ CA tous les mois prévoient un taux de change moyen d'environ un dollar et vingt-deux cents, de mars 2005 à février 2008. La direction a l'intention de proroger périodiquement la durée des conventions à mesure qu'elles échoient. Si, après février 2008, le Fonds n'est pas en mesure de remplacer sa couverture visant 4 500 \$ US tous les mois à un taux de change d'environ un dollar et vingt-deux cents pour atténuer son risque de change, toute variation d'un point de base à la hausse ou à la baisse du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain se traduira par une incidence annuelle d'environ 440 \$ sur les flux de trésorerie libellés en dollars canadiens.

La juste valeur des instruments dérivés du Fonds, qui a totalisé environ 10 600 \$, est comptabilisée au bilan consolidé dans les frais reportés, alors que la variation résultante de la juste valeur, qui s'est chiffrée à environ 540 \$, est comptabilisée à l'état des résultats à titre de gain sur les instruments dérivés pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006.

Nature saisonnière des activités

Les produits sont généralement plus élevés durant le printemps, l'été et l'automne, en raison du volume plus important de la collecte et de la mise en décharge des déchets. L'accroissement des produits liés à la collecte et à la mise en décharge est partiellement neutralisé par une augmentation des charges d'exploitation pour gérer et mettre en décharge les volumes de déchets additionnels.

Risques et incertitudes

Le Fonds doit faire face à divers risques et incertitudes liés à ses activités. Un sommaire de ces risques est présenté plus bas. Des détails additionnels sont présentés dans la notice annuelle 2005 du Fonds déposée sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

- renouvellement ou maintien des permis d'exploitation des décharges
- modifications des permis d'exploitation des décharges
- perte de contrats au moment d'appels d'offres ou résiliation anticipée
- dépendance envers les clients qui sont des entreprises de services d'élimination
- concentration géographique des activités
- concentration de la clientèle
- conditions météorologiques et saisonnalité
- conventions collectives
- transfert des surcharges liées au carburant
- confiance accordée aux membres clés de la haute direction
- prise de décision au niveau local
- exécution des dédommagements à l'égard d'IESI
- cautionnements, lettres de crédit et assurance
- endettement, clauses restrictives et besoins en capitaux
- pertes non assurées et sous-assurées
- législation et réglementation gouvernementales
- réglementation et litiges environnementaux
- contamination de l'environnement
- concurrence
- gestion continue de la croissance des activités
- accent continu mis sur la croissance au moyen d'acquisitions
- initiatives gouvernementales visant à réduire la mise en décharge de déchets par la promotion de solutions de recharge
- contrôle de 4264126 Canada Limitée
- risque de change
- estimations comptables
- contrôle interne à l'égard de l'information financière et procédures de contrôle en matière de communication de l'information
- distributions non garanties
- nature des parts de fiducie
- distribution des titres au moment du rachat ou de la cessation des activités du Fonds
- obligations liées aux porteurs de parts
- admissibilité aux fins de placements et réglementation relative aux biens étrangers
- restrictions imposées à certains porteurs de parts et liquidité des parts de fiducie
- questions fiscales au Canada, y compris l'imposition des fiducies de revenu, et aux États-Unis
- échanges futurs d'actions privilégiées de participation

Perspectives

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire.)

Aperçu

La direction s'est engagée à mettre en œuvre ses stratégies d'amélioration et celles axées sur le marché ainsi qu'à accroître la valeur de manière continue et audacieuse au sein de ses plateformes d'exploitation. L'objectif de la direction est l'amélioration continue, synonyme de croissance soutenue des produits et d'efficacité de la gestion des activités de l'entreprise. Le développement de nouveaux marchés et l'aménagement des décharges seront au cœur des préoccupations du Fonds; pour ce faire, celui-ci cherchera des moyens d'élargir les activités de l'entreprise, d'accroître sa clientèle sur les marchés stratégiques et de pousser davantage l'internalisation. Le Fonds, en tant que fonds de revenu, tire sa force des éléments suivants : une croissance historique soutenue de

ses parts de marché, une forte position concurrentielle, une solide clientèle liée par des contrats à long terme, des exigences prévisibles en matière d'investissements de maintien et de dépenses en actifs liés aux décharges, et la génération stable de flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. La direction du Fonds est déterminée à continuer de gérer activement ces forces.

Investissements de maintien

Pour l'exercice 2006, les investissements de maintien, représentant le réinvestissement de capital afin de soutenir les activités d'exploitation à court terme, devraient se situer entre 19 000 \$ et 21 000 \$ pour les activités canadiennes, et entre 27 000 \$ US et 29 000 \$ US pour les activités américaines. Les investissements de maintien devraient être concentrés au cours des trois premiers trimestres de chaque exercice, ce qui pourrait entraîner la déclaration et le versement de distributions supérieures aux flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} pour ces trimestres. Pour l'exercice 2006, le Fonds a encore pour objectif un ratio de distribution annuel de moins de 90,0 %, ce qui est conforme au ratio de distribution cumulatif historique du Fonds de 85,3 %, affiché de l'établissement du Fonds au 30 septembre 2006.

Investissements de croissance

Les investissements de croissance représentent le capital nécessaire pour répondre à la demande en matière de croissance interne ou par acquisition, ou le capital qui profitera exclusivement à des périodes futures. Pour 2006, la direction prévoit engager des dépenses relatives aux investissements de croissance afin d'aménager la capacité d'enfouissement de déchets supplémentaire, qui profiteront à une ou à plusieurs périodes futures, et aux initiatives de croissance au sein des activités de collecte du Fonds.

Situation de trésorerie

La direction du Fonds poursuit son étude des différentes possibilités en matière de taux d'intérêt, et elle a l'intention de proroger la durée de ses instruments dérivés de change, ou d'en ajouter, à mesure qu'ils échoient.

La direction a l'intention d'émettre des parts de fiducie du Fonds à mesure que ses capacités d'emprunt disponibles en vertu des facilités de crédit à long terme diminueront en raison des activités d'aménagement et de croissance du Fonds ou lorsque d'importantes acquisitions stratégiques seront réalisées.

Activités

Les décharges du Fonds ont accepté des volumes importants de déchets; il se pourrait qu'à l'avenir, de tels volumes de déchets ne puissent plus être acceptés. Le Fonds cherche activement à élargir la portée de ses permis à l'égard de différentes décharges étant donné que la durée de vie autorisée de certaines décharges détenues par le Fonds est écoulée. Le Fonds étudie activement les différentes possibilités pour remplacer la décharge de Calgary. Le Fonds avait passé en charges la plupart des coûts engagés aux fins de l'aménagement d'une nouvelle décharge au préalable mais, depuis avril 2006, il a amorcé la capitalisation de certains coûts de mise en valeur.

Le Fonds soumissionne de façon continue à l'égard de contrats résidentiels et d'autres contrats gouvernementaux dont l'obtention peut exiger des investissements de croissance importants.

Le Fonds continuera à transférer les suppléments liés au carburant et les coûts environnementaux, y compris les frais d'élimination des déchets imposés par le gouvernement, à ses clients en vue d'éliminer les variations des frais d'exploitation dans ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. Il est rappelé aux lecteurs que la hausse du prix du carburant et des frais d'élimination de déchets imposés par le gouvernement donnent lieu à une hausse des produits et, toutes choses étant égales par ailleurs, entraînent une diminution de la marge brute d'exploitation du Fonds (définie comme les produits moins les charges d'exploitation, divisés par les produits).

Acquisitions stratégiques

Le Fonds analyse et saisit de façon active les occasions d'acquisitions stratégiques, qu'il s'agisse de nouveaux marchés ou d'acquisitions stratégiques complémentaires.

Autres

Le 31 octobre 2006, le ministre des Finances du Canada a annoncé des modifications proposées au traitement fiscal des distributions et des attributions relatives au Fonds. À compter de l'année d'imposition 2011, certains bénéficiaires du Fonds seront imposés de manière semblable aux bénéficiaires d'une société. Le Fonds examine actuellement ces propositions et l'incidence qu'elles pourraient avoir sur le Fonds et ses porteurs de parts. La direction revoit à l'heure actuelle la structure du capital du Fonds afin d'établir le moyen le plus efficace de mener à bien sa stratégie visant à améliorer la valeur pour les porteurs de parts.

Le 6 novembre 2006, le Fonds a reçu l'approbation relativement à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant un maximum de 2 % des parts de fiducie en circulation au cours de toute période de trente jours et un maximum de 10 % des parts de fiducie en circulation au cours de toute période de 365 jours au cours de laquelle le nombre total de parts de fiducie en circulation s'élève à 53 617. L'offre de rachat dans le cours normal des activités prendra fin à la première occurrence entre le 7 novembre 2007 et la date à laquelle le nombre maximal de parts de fiducie approuvé en vertu de cette offre sera racheté.

En octobre 2004, le Fonds a reçu une déclaration sollicitant, notamment, un énoncé selon lequel le décret ainsi que le certificat d'autorisation délivré à l'égard de l'exploitation de la décharge de Lachenaie sont illégaux, nuls et non avenue. En août 2006, une décision a été rendue à l'égard de cette poursuite. Cette décision n'a pas entraîné d'importantes modifications du permis d'exploitation actuel.

Les retenues d'impôt à la source sur les revenus de source étrangère augmenteront étant donné que des actions privilégiées de participation sont converties en parts de fiducie du Fonds, et ces impôts seront déduits lors du calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} futurs.

En ce qui concerne l'avenir, le principal objectif de la direction consiste à accroître les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} en continuant d'améliorer les services offerts par le Fonds, en améliorant l'efficacité en matière d'exploitation et en assurant la croissance de l'entreprise par l'intermédiaire d'acquisitions stratégiques. À cette fin, la direction du Fonds étudie et évalue continuellement de nouvelles acquisitions stratégiques potentielles, en particulier celles susceptibles d'accroître les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} et, de ce fait, les distributions. Les futures initiatives peuvent être financées par emprunt, par l'émission de parts de fiducie supplémentaires ou par l'intermédiaire du fonds de roulement ou des liquidités provenant des activités d'exploitation.

La direction du Fonds étudie activement sa structure organisationnelle actuelle en vue d'optimiser l'utilisation des pertes fiscales pouvant être reportées prospectivement au sein de la structure, ainsi que l'efficacité fiscale de sa structure organisationnelle actuelle. Le Fonds est d'avis qu'il engagera des frais de restructuration supplémentaires.

Les distributions dépendent des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, et le montant des distributions est examiné périodiquement par les fiduciaires.

Estimations comptables critiques

Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges

Le Fonds effectue ses propres estimations des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges avec l'aide de ses ingénieurs et des membres de son personnel comptable, en s'appuyant sur les réglementations applicables à chaque installation, et revoit généralement ces estimations annuellement.

Les hypothèses utilisées pour estimer les coûts de fermeture et d'après-fermeture sont importantes. Toute modification apportée aux coûts estimatifs, à la séquence des dépenses estimatives liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture, aux taux d'escompte et à la capacité peut avoir une incidence importante sur les obligations futures au titre des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sur les actifs liés aux décharges s'y rapportant et sur les résultats d'exploitation.

Autres

Les autres estimations comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants : estimation de la provision pour créances douteuses; réalisation d'actifs d'impôts futurs; bénéfices futurs; impôts sur les bénéfices et autres estimations utilisées pour l'établissement de la juste valeur de l'écart d'acquisition pour le test de dépréciation annuel du Fonds; hypothèses relatives à la possibilité de recouvrement des frais reportés; durée de vie utile des immobilisations; estimations et hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des paiements conditionnels à l'égard des acquisitions; réserves à l'égard des réclamations en cas d'accident, coûts prévus pour la construction et la mise en valeur de décharges et estimation de la capacité d'enfouissement permise pour l'établissement de l'amortissement des actifs liés aux décharges; coûts estimatifs de remise en état des décharges; diverses estimations économiques utilisées pour l'établissement d'estimations de la juste valeur; actifs et passifs d'impôts futurs.

Nouvelles conventions comptables

Rémunération à base de parts de fiducie

Les options sur parts de fiducie émises et assorties de droits à la plus-value de parts de fiducie donnent au porteur le droit de vendre au Fonds la totalité ou une tranche de l'option sur parts de fiducie en échange d'un montant en espèces correspondant à l'excédent de la juste valeur de marché, laquelle se définit comme le cours moyen pondéré d'une part de fiducie en fonction du volume négocié sur cinq jours, sur le prix d'exercice de l'option sur parts de fiducie. Les droits à la plus-value de parts de fiducie, et les modifications

connexes, sont comptabilisés à titre de frais de vente, généraux et administratifs lorsque le cours des parts de fiducie excède le prix d'exercice des options sur parts de fiducie et sont portés aux autres passifs. Si le porteur de l'option d'achat sur parts de fiducie choisit d'acheter des parts de fiducie, la charge à payer est créditée au surplus d'apport.

Régime d'intéressement à long terme (« RILT ») américain

Le Fonds a instauré un RILT à l'intention de certains employés, cadres et administrateurs américains d'IESI et filiales de cette dernière. L'objectif du RILT américain, qui est d'acquérir des parts de fiducie du Fonds à l'intention des participants du régime, de même que ses modalités, sont conformes à ce qui est décrit en vertu du régime modifié canadien du Fonds. Les parts de fiducie du Fonds acquises à l'intention de ses participants américains sont détenues dans une fiducie irrévocable. En vertu d'une fiducie irrévocable, comme en vertu d'une fiducie de cédant, les actifs détenus en fiducie doivent être disponibles pour rembourser les créances des créanciers ordinaires en cas de faillite. L'Emerging Issues Task Force No. 97-14, intitulé *Accounting for Deferred Compensation Arrangement Where Amounts Earned Are Held in a Rabbi Trust and Invested*, donne des lignes directrices précises en matière de comptabilisation et exige que les parts de fiducie du Fonds détenues dans la fiducie irrévocable soient classées dans l'actif des porteurs de parts de fiducie et comptabilisées de la même façon que les actions autodétenues. Les obligations à l'égard de la rémunération différée doivent être classées à titre d'instrument lié à l'actif des porteurs de parts de fiducie, et les variations de la juste valeur des parts de fiducie ne doivent être comptabilisées ni dans les parts autodétenues ni dans les obligations à l'égard de la rémunération différée.

Obligations conditionnelles liées à la mise hors service d'immobilisations

Le Fonds a adopté les dispositions de l'abrégié 159 du Comité sur les problèmes nouveaux (le « CPN »), intitulé « Obligations conditionnelles liées à la mise hors service d'immobilisations ». Le CPN-159 donne plus de détails sur le moment de la constatation de l'obligation conditionnelle liée à la mise hors service d'immobilisations et sur l'estimation de la juste valeur de l'obligation. L'adoption des dispositions du CPN-159 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés du Fonds.

Définitions du BAIIA et des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution

A) Tout renvoi à l'expression « BAIIA » dans le rapport de gestion désigne le « bénéfice avant les éléments suivants » de l'état consolidé des résultats. Le « bénéfice avant les éléments suivants » exclut certains ou l'ensemble des éléments suivants : l'« amortissement », les « intérêts sur la dette à long terme », les « frais de financement », « le gain net ou la perte nette à la cession d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges », « le gain net ou la perte nette sur les instruments dérivés », « le gain ou la perte de change », la « radiation des frais de financement reportés », les « autres charges », les « impôts sur les bénéfices » et la « part des actionnaires sans contrôle ». Le BAIIA est une expression utilisée par le Fonds qui n'a pas de signification normalisée établie en vertu des principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Il est donc peu probable que cette mesure soit comparable à des mesures analogues utilisées par d'autres émetteurs. Le BAIIA est une mesure de la rentabilité du Fonds et, par définition, exclut certains éléments, comme il est mentionné ci-dessus. La direction considère ces éléments soit comme des charges sans incidence sur la trésorerie (dans le cas de l'amortissement, de certains frais de financement, de la radiation des frais de financement reportés, du gain net ou de la perte nette sur les instruments dérivés, du gain ou de la perte de change et des impôts futurs), soit comme des charges hors exploitation (dans le cas des intérêts sur la dette à long terme, du gain net ou de la perte nette à la cession d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges, de certains frais de financement, d'autres charges, des impôts exigibles et de la part des actionnaires sans contrôle). Pour un investisseur, le BAIIA est une mesure financière et d'exploitation pratique servant de support pour calculer les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}. Les raisons sous-jacentes à l'exclusion de chacun des postes sont les suivantes :

Amortissement – À titre de poste sans incidence sur la trésorerie, l'amortissement n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Intérêts sur la dette à long terme – Les intérêts sur la dette à long terme sont fonction de la combinaison des titres de créance et des capitaux propres du Fonds, ainsi que des taux d'intérêt applicables à ce dernier; à ce titre, ils reflètent les activités de trésorerie et de financement du Fonds et représentent une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA.

Frais de financement – Les frais de financement sont fonction de la combinaison des activités de trésorerie et de financement du Fonds et ils représentent une catégorie de charges différente de la catégorie de charges que comprend le BAIIA.

Gain net ou perte nette à la cession d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges – Le gain net ou la perte nette à la cession d'immobilisations et d'actifs liés aux décharges n'a aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}, car le produit de la cession a été soit réinvesti dans d'autres immobilisations, soit utilisé pour rembourser la facilité de crédit renouvelable du Fonds.

Gain net ou perte nette sur les instruments dérivés – À titre de poste sans incidence sur la trésorerie, les gains ou les pertes sur les instruments dérivés n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Gain ou perte de change – À titre de postes sans incidence sur la trésorerie, les gains ou les pertes de change n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Radiation des frais de financement reportés – À titre de poste sans incidence sur la trésorerie, la radiation des frais de financement reportés n'a aucune incidence sur la détermination des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)}.

Autres charges – Les autres charges représentent les sommes versées à la direction du Fonds à la clôture de l'acquisition d'IESI et ne sont pas considérées comme une charge indicative de la continuité de l'exploitation. En conséquence, les autres charges représentent une catégorie de charges différente de la catégorie de charges que comprend le BAIIA.

Impôts sur les bénéfices – Les impôts sur les bénéfices sont fonction des lois fiscales et des taux d'imposition, et ils sont touchés par des questions qui ne sont pas liées aux activités quotidiennes du Fonds.

Part des actionnaires sans contrôle – La part des actionnaires sans contrôle représente une participation sans contrôle directe dans IESI par l'intermédiaire d'actions privilégiées de participation. Par conséquent, la part des actionnaires sans contrôle représente une catégorie de charges différente de celles que comprend le BAIIA.

Le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure du bénéfice ou des flux de trésorerie. Les éléments de rapprochement entre le BAIIA et le bénéfice net (la perte nette) sont détaillés dans l'état consolidé des résultats du Fonds, du poste « Bénéfice avant les éléments suivants » jusqu'au poste « Bénéfice net (perte nette) ».

^{B)} Le Fonds a adopté une mesure appelée « flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution », en supplément du bénéfice net, comme mesure du rendement d'exploitation. Le terme « flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution » n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et il est donc peu probable qu'il puisse se comparer à des mesures semblables établies par d'autres émetteurs. Cette mesure non définie par les PCGR est présentée dans le but de calculer le montant disponible aux fins de distribution aux porteurs de parts de fiducie et aux porteurs d'actions privilégiées de participation. Les actions privilégiées de participation sont présentées à titre de part des actionnaires sans contrôle aux états financiers consolidés du Fonds. Toutefois, la direction du Fonds a choisi d'inclure les participations des porteurs d'actions privilégiées de participation dans le calcul des flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution étant donné que les porteurs d'actions privilégiées de participation reçoivent des distributions équivalentes sur le plan économique à celles que reçoivent les porteurs de parts de fiducie, et chaque action privilégiée de participation est échangeable contre une part de fiducie du Fonds. Pour obtenir le détail du calcul, se reporter à la rubrique « Autres mesures de rendement – Flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution^{B)} » du présent rapport de gestion. Les flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution ne sont pas nécessairement représentatifs des flux de trésorerie disponibles pour combler les besoins de liquidités, et ne devraient donc pas être substitués aux flux de trésorerie comme mesure d'évaluation de la situation de trésorerie. Toute référence à l'expression « flux de trésorerie disponibles aux fins de distribution » dans ce rapport de gestion porte le sens donné dans cette note.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Bilans consolidés

Au 30 septembre 2006 (non vérifié) et au 31 décembre 2005 (en milliers de dollars)

	Au 30 septembre 2006	Au 31 décembre 2005
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 937 \$	14 142 \$
Débiteurs	92 157	81 855
Autres débiteurs	1 692	1 464
Charges payées d'avance	11 093	10 953
	111 879	108 414
AUTRES DÉBITEURS	1 501	1 518
COÛTS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'APRÈS-FERMETURE DES DÉCHARGES CAPITALISÉS (note 5)	3 794	2 468
ACTIFS INCORPORELS	71 650	84 503
ÉCART D'ACQUISITION	466 831	466 628
FRAIS REPORTÉS	14 214	13 478
FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS	6 260	6 577
IMMOBILISATIONS	309 031	292 495
ACTIFS LIÉS AUX DÉCHARGES	707 889	739 226
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS	-	2 435
	1 693 049 \$	1 717 742 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	45 646 \$	50 949 \$
Charges à payer	53 092	45 172
Distributions à payer	9 907	9 253
Impôts à payer	530	1 243
Produits reportés	10 370	9 197
Tranche à court terme de la dette à long terme	98	29 718
	119 643	145 532
DETTE À LONG TERME	507 069	420 398
COÛTS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FERMETURE ET D'APRÈS-FERMETURE DES DÉCHARGES (note 5)	60 789	66 405
AUTRES PASSIFS	2 190	515
PASSIFS D'IMPÔTS FUTURS	25 739	26 741
	715 430	659 591
PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE (note 6)	285 531	312 614
AVOIR DES PORTEURS DE PARTS (note 7)	692 088	745 537
	1 693 049 \$	1 717 742 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

États consolidés des résultats

Pour les périodes terminées les 30 septembre 2006 et 2005 (non vérifié – en milliers de dollars, sauf le bénéfice net par part de fiducie)

	Trimestres terminés en		Périodes de neuf mois terminées en	
	2006	2005	2006	2005
PRODUITS	199 981 \$	182 716 \$	571 500 \$	499 537 \$
CHARGES				
CHARGES D'EXPLOITATION	111 991	103 911	324 433	281 026
FRAIS DE VENTE, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS	23 535	21 811	71 385	61 924
BÉNÉFICE AVANT LES ÉLÉMENTS SUIVANTS	64 455	56 994	175 682	156 587
AMORTISSEMENT	38 587	38 753	110 831	108 745
INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME	8 767	7 204	24 996	19 510
FRAIS DE FINANCEMENT	-	-	79	36 710
GAIN NET À LA CESSION D'IMMOBILISATIONS	(54)	(30)	(409)	(30)
PERTE NETTE (GAIN NET) SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS	3 260	(9 610)	(539)	(10 723)
(GAIN) PERTE DE CHANGE	(809)	10 199	6 051	11 173
AUTRES CHARGES	28	461	187	2 072
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	14 676	10 017	34 486	(10 870)
CHARGE (ÉCONOMIE) D'IMPÔTS				
Impôts exigibles	618	1 253	2 234	2 948
Impôts futurs	582	510	2 570	(21 037)
	1 200	1 763	4 804	(18 089)
BÉNÉFICE AVANT PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	13 476	8 254	29 682	7 219
PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE (note 6)	2 427	1 958	5 345	1 629
BÉNÉFICE NET	11 049 \$	6 296 \$	24 337 \$	5 590 \$
Bénéfice net par part de fiducie, de base et dilué	0,21	0,13	0,46	0,12
Nombre moyen pondéré de parts de fiducie en circulation (en milliers), de base (note 7)	53 617	49 879	53 469	46 263
Nombre moyen pondéré de parts de fiducie en circulation (en milliers), dilué (note 7)	65 391	65 391	65 391	62 541

FONDS DE REVENU BFI CANADA

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les périodes terminées les 30 septembre 2006 et 2005 (non vérifié – en milliers de dollars)

	Trimestres terminés en		Périodes de neuf mois terminées en	
	2006	2005	2006	2005
RENTRÉES (SORTIES) NETTES DE FONDS LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES				
EXPLOITATION				
Bénéfice net	11 049 \$	6 296 \$	24 337 \$	5 590 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des actifs incorporels	4 840	5 090	14 565	15 247
Amortissement des frais de financement reportés	337	367	1 012	1 037
Amortissement des immobilisations	14 281	14 223	41 721	42 108
Amortissement des actifs liés aux décharges	19 129	19 073	53 533	50 353
Gain net à la cession d'immobilisations	(54)	(30)	(409)	(30)
Radiation des frais reportés	91	36	418	862
Radiation des frais de financement reportés	-	-	79	367
Désactualisation des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	752	724	2 196	2 067
(Gain) perte de change non réalisé(e)	(48)	10 235	8 096	11 085
Impôts futurs	582	510	2 570	(21 037)
Perte nette (gain net) sur les instruments dérivés	3 260	(9 610)	(539)	(10 723)
Part des actionnaires sans contrôle	2 427	1 958	5 345	1 629
Dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	(2 325)	(4 572)	(11 533)	(8 278)
	54 321	44 300	141 391	90 277
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(1 813)	(4 726)	(12 114)	(14 832)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	52 508	39 574	129 277	75 445
INVESTISSEMENT				
Acquisitions (note 4)	(16 050)	(11 857)	(19 728)	(140 332)
Placement dans d'autres débiteurs	-	-	(1 484)	-
Produit d'autres débiteurs	313	230	1 131	835
Coûts liés aux activités d'après-fermeture des décharges capitalisés	(925)	(276)	(2 123)	(686)
Achat d'immobilisations	(19 867)	(11 339)	(60 195)	(36 231)
Achat d'actifs liés aux décharges	(14 736)	(13 899)	(39 374)	(38 967)
Produit de la cession d'immobilisations	341	243	1 141	243
Frais reportés	(514)	(1 092)	(1 118)	(1 567)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(51 438)	(37 990)	(121 750)	(216 705)
FINANCEMENT				
Paiement des frais de financement reportés	(277)	-	(998)	(4 033)
Produit de facilités de crédit renouvelables et d'emprunt à terme	71 069	61 171	152 137	465 994
Remboursement sur l'emprunt renouvelable et la dette à long terme prise en charge	(39 386)	(36 114)	(80 370)	(601 607)
Émission de parts de fiducie, déduction faite des frais d'émission	(1)	-	(46)	351 717
Retenues d'impôt sur les revenus de source étrangère	(592)	-	(1 762)	-
Distributions payées aux porteurs de parts et aux détenteurs d'actions privilégiées de participation	(28 375)	(26 417)	(83 929)	(69 850)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	2 438	(1 360)	(14 968)	142 221
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie étrangers	13	(138)	236	(163)
(SORTIES) RENTRÉES NETTES	3 521	86	(7 205)	798
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	3 416	13 994	14 142	13 282
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	6 937 \$	14 080 \$	6 937 \$	14 080 \$
DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE :				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :				
Trésorerie	6 627 \$	7 602 \$	6 627 \$	7 602 \$
Équivalents de trésorerie	310	6 478	310	6 478
	6 937 \$	14 080 \$	6 937 \$	14 080 \$
Liquidités versées au cours de la période pour les éléments suivants :				
Impôts sur les bénéfices	666 \$	420 \$	3 500 \$	2 599 \$
Intérêts	10 589 \$	7 051 \$	23 618 \$	19 963 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

États consolidés de l'avoir des porteurs de parts

Pour les périodes terminées les 30 septembre 2006 et 2005 (non vérifié – en milliers de dollars)

	Trimestres terminés en		Périodes de neuf mois terminées en	
	2006	2005	2006	2005
SOLDE AU DÉBUT	704 815 \$	730 113 \$	745 537 \$	209 093 \$
Bénéfice net	11 049	6 296	24 337	5 590
Émission de parts de fiducie, déduction faite des frais d'émission et de l'incidence fiscale connexe	(1)	-	(46)	385 719
Émission de parts de fiducie en échange d'actions privilégiées de participation	-	164	17 197	174 243
Crédits d'impôts étrangers distribués aux porteurs de parts	(592)	-	(1 762)	-
Distributions	(23 802)	(20 672)	(69 352)	(56 210)
Écart de conversion	619	(32 885)	(23 823)	(35 419)
SOLDE À LA FIN	692 088 \$	683 016 \$	692 088 \$	683 016 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

1. Structure du Fonds

Le Fonds de revenu BFI Canada (le « Fonds ») est une fiducie à vocation restreinte et à capital variable constituée en vertu des lois de la province d'Ontario et régie par une deuxième déclaration de fiducie modifiée et mise à jour le 21 janvier 2005, telle qu'elle est complétée à l'occasion. Par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation, le Fonds fournit des services intégrés liés aux déchets solides non dangereux (les « déchets ») à des clients des domaines commercial, industriel et résidentiel du Canada, ainsi que du sud et du nord-est des États-Unis. Le Fonds effectue des distributions en espèces aux porteurs de parts de fiducie, sur la base de tous les montants reçus par le Fonds, et IESI Corporation (« IESI »), une filiale indirecte du Fonds, verse des dividendes équivalents aux détenteurs d'actions privilégiées de participation (part des actionnaires sans contrôle), comme il est déterminé par les fiduciaires. La déclaration de fiducie précise que les distributions mensuelles en espèces doivent être versées le 15^e jour du mois suivant ou vers cette date.

2. États financiers intermédiaires

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ne se conforment pas à tous les égards aux exigences des principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada visant les états financiers annuels. Par conséquent, ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés vérifiés et aux notes complémentaires contenus dans le rapport annuel du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction selon les PCGR applicables aux états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que celles qui ont été appliquées aux plus récents états financiers annuels vérifiés, sauf en ce qui a trait aux éléments décrits à la note 3.

3. Sommaire des principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

Avec prise d'effet le 10 février 2004, le Fonds a obtenu l'autorisation d'augmenter la capacité de la décharge de BFI Usine de Triage Lachenaie Ltée (la « décharge de Lachenaie »), une filiale indirecte du Fonds, de 6,5 millions de mètres cubes supplémentaires, ce qui équivaut, selon le volume annuel de déchets accepté à la décharge, à une période de 5,0 à 6,5 années d'exploitation. Dans l'éventualité où le Fonds n'obtiendrait pas les permis futurs nécessaires à l'agrandissement de la décharge de Lachenaie, les actifs suivants au 30 septembre 2006 feraient l'objet d'un ajustement important : 19 859 \$ à l'écart d'acquisition (19 859 \$ au 31 décembre 2005) et 84 288 \$ (86 201 \$ au 31 décembre 2005) aux actifs liés aux décharges.

À la date d'acquisition d'IESI par le Fonds, la capacité résiduelle de la décharge Seneca Meadows était d'environ 4,1 ans, selon le volume annuel de déchets que le site recevait à ce moment-là. Le Fonds, par l'entremise d'IESI, a entamé le processus d'obtention des autorisations d'agrandissement liées à son permis actuel. Dans l'éventualité où le Fonds n'obtiendrait pas les permis futurs nécessaires à l'agrandissement de la décharge Seneca Meadows, les actifs suivants, au 30 septembre 2006, feraient l'objet d'un ajustement important : 3 247 \$ (4 190 \$ au 31 décembre 2005) aux actifs incorporels, 151 613 \$ (158 491 \$ au 31 décembre 2005) à l'écart d'acquisition et 254 800 \$ (269 371 \$ au 31 décembre 2005) aux actifs liés aux décharges.

La direction estime qu'elle obtiendra l'autorisation d'effectuer l'agrandissement respectif des décharges de Lachenaie et de Seneca Meadows avant l'expiration des permis actuels du Fonds. Par conséquent, aucune provision pour baisse de valeur n'a été comptabilisée.

Le Fonds effectue diverses estimations liées à l'établissement de la capacité d'enfouissement autorisée prévue. Ces estimations, si elles ne sont pas réalisées, pourraient se traduire par des ajustements importants apportés aux actifs liés aux décharges, à l'écart d'acquisition et aux coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Rémunération à base de parts de fiducie

Les options sur parts de fiducie émises et assorties de droits à la plus-value de parts de fiducie donnent au porteur le droit de vendre au Fonds la totalité ou une tranche d'une option sur parts de fiducie en échange d'un montant en espèces correspondant à l'excédent de la juste valeur de marché, définie comme le cours du marché moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours d'une part de fiducie, sur le prix d'exercice de l'option sur parts de fiducie. Les droits à la plus-value de parts de fiducie, et les modifications connexes, sont comptabilisés à titre de frais de vente, généraux et administratifs lorsque le cours du marché des parts de fiducie excède le prix d'exercice des options sur parts de fiducie et sont portés aux autres passifs. Si le porteur de l'option sur parts de fiducie choisit d'acheter des parts de fiducie, la charge à payer est créditée au surplus d'apport.

Régime d'intéressement à long terme (« RILT ») américain

Les parts de fiducie du Fonds acquises pour le bénéfice de ses participants américains sont détenues dans une fiducie irrévocable. Une fiducie irrévocable, tout comme une fiducie de cédant, nécessite que les actifs détenus dans la fiducie soient disponibles pour couvrir les créances des créanciers ordinaires en cas de faillite. Les parts de fiducie du Fonds acquises par la fiducie sont classées dans l'actif des porteurs de parts. L'obligation de rémunération différée est classée à titre d'instrument lié à l'actif des porteurs de parts de fiducie, et les changements subséquents de la juste valeur des parts de fiducie ne sont constatés ni dans les parts autodétenues ni dans les obligations de rémunération différée. Lorsque les participants américains tirent des parts de fiducie du Fonds de la fiducie irrévocable, l'obligation de rémunération différée ainsi que les parts de fiducie acquises par le RILT américain sont diminuées d'un montant correspondant.

4. Acquisitions

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006, le Fonds a acquis toutes les actions ordinaires en circulation de deux sociétés de gestion des déchets, l'une aux États-Unis et l'autre au Canada, des actifs liés à la collecte de déchets solides ainsi que divers actifs à court terme. Il a également pris en charge diverses dettes de quatre sociétés américaines et d'une société canadienne de gestion des déchets. La contrepartie totale, incluant la contrepartie liée aux dettes prises en charge, s'élève à 23 114 \$ et est attribuée aux secteurs du nord-est des États-Unis, du sud des États-Unis et du Canada à raison de 2 541 \$, 16 287 \$ et 4 286 \$, respectivement. Par suite de la répartition du prix d'achat, le Fonds a comptabilisé des actifs incorporels, un écart d'acquisition, des immobilisations et d'autres passifs nets pour un total s'élevant respectivement à 2 801 \$, à 16 054 \$, à 7 063 \$ et à 2 804 \$. La contrepartie totale en espèces s'établit à 19 708 \$. La répartition du prix d'achat n'est pas arrêtée définitivement puisque certaines répartitions du prix d'achat ne tiennent pas compte de l'ajustement de la juste valeur de certaines immobilisations et sont assujetties à une contrepartie conditionnelle à l'atteinte de divers objectifs de rendement des affaires. Les ajustements de la juste valeur qui augmentent ou diminuent la juste valeur de certaines immobilisations ou de certains actifs incorporels seront imputés à la répartition du prix d'achat.

Au cours de l'exercice 2005, le Fonds, certaines de ses filiales et IESI ont conclu une convention selon laquelle le Fonds s'est porté acquéreur d'IESI. IESI est une société de services complets de gestion des déchets en exploitation dans le sud et le nord-est des États-Unis. La contrepartie totale, y compris les coûts de l'opération et les frais connexes, s'élève à 622 350 \$. L'acquisition a été financée par le produit du placement de reçus de souscription du Fonds, par l'émission d'actions privilégiées de participation en faveur des actionnaires vendeurs et par des retraits en vertu de la nouvelle facilité de crédit d'IESI. La clôture de l'acquisition a eu lieu le 21 janvier 2005.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Le prix d'achat a été réparti comme suit :

Actif à court terme (y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 581 \$)	49 196 \$
Actifs incorporels	31 140
Écart d'acquisition	427 513
Frais de financement reportés	1 280
Immobilisations	197 801
Actifs liés aux décharges	557 015
Autres actifs à long terme	5 703
Passifs à court terme	(69 099)
Dette à long terme	(466 337)
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	(66 278)
Passifs d'impôts futurs	(43 792)
Autres passifs à long terme	(1 792)
	622 350 \$
Contrepartie	
Actions privilégiées de participation émises	585 848 \$
Parts de fiducie émises	23 223
Coûts d'acquisition et frais connexes	13 279
	622 350 \$

À l'acquisition d'IESI, le Fonds a pris en charge diverses obligations qui le contraignent à verser des montants supplémentaires à certains vendeurs initiaux à condition que certains événements convenus surviennent ou que certains objectifs de rendement convenus soient atteints, y compris l'autorisation d'agrandissement de décharges ou les volumes d'élimination ciblés. Après avoir reçu l'autorisation d'agrandir la décharge Seneca Meadows, le Fonds sera tenu de verser 15 000 \$ US au vendeur initial. Bien que la direction estime que l'agrandissement de la décharge Seneca Meadows sera autorisé, la certitude de l'agrandissement ne peut être établie hors de tout doute raisonnable. Par conséquent, le Fonds comptabilisera un ajustement à la répartition du prix d'achat lorsque la condition sera remplie et que la contrepartie sera payée ou deviendra payable. Au 30 septembre 2006, le Fonds est aussi tenu de verser à certains vendeurs des montants pouvant aller jusqu'à environ 3 000 \$ US en raison de l'atteinte de certains volumes d'élimination convenus. Les montants sont constatés mensuellement et versés périodiquement conformément aux conventions sous-jacentes, jusqu'à ce que certains objectifs convenus liés au volume d'élimination soient atteints et que l'obligation maximale soit remplie. Les montants constatés mensuellement, qui sont versés jusqu'à la date à laquelle les objectifs liés au volume d'élimination sont atteints, diminuent le versement pour seuil atteint du même montant. Le Fonds comptabilisera un ajustement à la répartition du prix d'achat lorsque la condition sera remplie et que la contrepartie sera payée ou deviendra payable. Au 30 septembre 2006, le Fonds a versé une contrepartie en espèces ou a comptabilisé une contrepartie à payer totalisant 7 064 \$ US aux vendeurs initiaux relativement à l'atteinte des objectifs convenus liés au volume d'élimination dans des décharges du sud des États-Unis. Les permis relatifs aux décharges acquis avec l'acquisition d'IESI ont été comptabilisés à leur juste valeur. Par conséquent, tous les versements conditionnels effectués et tous les versements conditionnels futurs effectués, à l'égard de la réception de l'autorisation d'agrandissement de décharges ou de l'atteinte des objectifs de volume d'enfouissement, sont imputés à l'écart d'acquisition.

Le Fonds a conclu une convention de rachat d'actions dans le but d'acquérir la décharge Ridge au Canada pour une contrepartie en espèces totale de 109 100 \$, sous réserve de certains ajustements. La clôture de l'acquisition a eu lieu le 4 janvier 2005. Le total de la contrepartie en espèces s'est établi à 111 205 \$, y compris les coûts de l'opération et les frais connexes de 1 668 \$ ainsi que la contrepartie relative au fonds de roulement totalisant 437 \$. Le prix d'achat est réparti comme suit :

Actif à court terme	1 068 \$
Immobilisations	2 714
Actifs liés aux décharges	110 433
Passif à court terme	(575)
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	(2 435)
	111 205 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2005, le Fonds a acquis des actifs liés à la collecte de déchets solides ainsi que divers actifs à court terme de cinq sociétés américaines de gestion des déchets et il a également pris en charge diverses dettes de ces mêmes sociétés. La contrepartie totale, incluant la contrepartie liée aux dettes prises en charge, s'est élevée à 13 701 \$ et a été attribuée respectivement aux secteurs du sud et du nord-est des États-Unis comme suit : 13 216 \$ et 485 \$. Par suite de la répartition des prix d'achat, le Fonds a comptabilisé des actifs incorporels, un écart d'acquisition, des immobilisations et d'autres actifs nets pour un total s'élevant respectivement à 2 134 \$, à 5 266 \$, à 6 018 \$ et à 283 \$. La contrepartie totale en espèces s'est établie à 11 428 \$.

Les résultats de ces acquisitions ont été inclus dans les états financiers consolidés à compter de leur date de clôture respective.

5. Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges

Les tableaux suivants présentent les hypothèses clés utilisées dans la détermination de la juste valeur des coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture ainsi que du moment prévu de l'engagement des dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, et ils font le rapprochement entre les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture au début et à la fin de la période indiquée :

	Au 30 septembre 2006
Juste valeur des biens légalement affectés	3 794 \$
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, non actualisés	387 278 \$
Taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit – décharges canadiennes	5,5 %
Taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit – décharges américaines	6,9 %
Moment prévu de l'engagement des dépenses non actualisées liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges	
2006	10 314 \$
2007	8 198
2008	8 163
2009	7 937
2010	8 199
Par la suite	344 467
	387 278 \$

	Trimestre terminé le 30 septembre 2006	Trimestre terminé le 30 septembre 2005
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au début du trimestre	59 478 \$	76 315 \$
Dotation à la provision pour coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au cours du trimestre	2 576	1 990
Charge de désactualisation, au cours du trimestre	752	724
Dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au cours du trimestre	(2 325)	(4 572)
Révision des flux de trésorerie estimatifs, au cours du trimestre	312	-
Écart de conversion, au cours du trimestre	(4)	(3 476)
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, à la fin du trimestre	60 789 \$	70 981 \$

	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2005
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au début de l'exercice	66 405 \$	6 143 \$
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges pris en charge à l'acquisition	-	70 327
Dotation à la provision pour coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au cours de la période	6 164	5 349
Charge de désactualisation, au cours de la période	2 196	2 067
Dépenses liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, au cours de la période	(11 533)	(8 278)
Révision des flux de trésorerie estimatifs, au cours de la période	38	(884)
Écart de conversion, au cours de la période	(2 481)	(3 743)
Coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges, à la fin de la période	60 789 \$	70 981 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Avec prise d'effet le 10 février 2004, le Fonds a reçu l'autorisation d'augmenter la capacité de la décharge de Lachenaie, à la condition de déposer dans une fiducie d'utilité sociale un montant payable trimestriellement fixé par le gouvernement du Québec pour chaque mètre cube de déchets accepté à la décharge de Lachenaie. Au 30 septembre 2006, le Fonds avait un montant de 3 794 \$ (2 468 \$ au 31 décembre 2005) d'actifs affectés légalement aux fins de règlement des coûts liés aux activités d'après-fermeture présentés dans le bilan consolidé à titre de coûts liés aux activités d'après-fermeture des décharges capitalisés.

Le Fonds a un passif environnemental à payer de 12 671 \$ (21 910 \$ au 31 décembre 2005) compris dans les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges au bilan consolidé. Ce passif est principalement lié à une décharge inactive acquise par le Fonds avec l'acquisition d'IESI. Ces coûts estimatifs ont une valeur non actualisée totalisant 17 406 \$ (27 938 \$ au 31 décembre 2005).

6. Part des actionnaires sans contrôle

Les échanges d'actions privilégiées de participation sont comptabilisés à la valeur comptable des actions à l'émission, déduction faite du bénéfice net et des distributions attribuables aux actions privilégiées de participation jusqu'à la date d'échange. Pendant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006, 695 actions privilégiées de participation ont été échangées contre des parts de fiducie du Fonds.

	Au 30 septembre 2006	
	Actions	\$
Part des actionnaires sans contrôle, au début de l'exercice	12 469	312 614
Actions privilégiées de participation échangées contre des parts de fiducie, au cours de la période	(695)	(17 197)
Bénéfice net attribuable aux actions privilégiées de participation, au cours de la période		5 345
Distributions attribuables aux actions privilégiées de participation, au cours de la période		(15 231)
Part des actionnaires sans contrôle, à la fin de la période	11 774	285 531

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

7. Avoir des porteurs de parts

Les données sur l'apport de capital, les parts autodétenues, le bénéfice net cumulé, les distributions cumulées, les retenues d'impôt à la source sur les revenus de source étrangère et l'écart de conversion cumulé sont les suivantes :

	Au 30 septembre 2006	
	Parts	\$
Apport de capital		
Parts de fiducie, au début de l'exercice	52 922	891 070
Parts de fiducie émises lors de l'échange d'actions privilégiées de participation	695	17 197
Frais d'émission d'actions et incidence fiscale connexe	-	(46)
Parts de fiducie, à la fin de la période	53 617	908 221
Parts de catégorie A, au début de l'exercice	-	-
Parts de catégorie A émises	-	-
Parts de catégorie A, à la fin de la période	-	-
Parts autodétenues		
Parts de fiducie acquises par le RILT américain	(45)	(1 281)
Obligation de rémunération différée	45	1 281
	-	-
Bénéfice net cumulé		
Bénéfice net, au début de l'exercice		54 204
Bénéfice net, au cours de la période		24 337
Bénéfice net, à la fin de la période		78 541
Distributions cumulées		
Distributions, au début de l'exercice		(167 270)
Distributions, au cours de la période		(69 352)
Distributions, à la fin de la période		(236 622)
Retenues d'impôt sur les revenus de source étrangère		
Retenues d'impôt sur les revenus de source étrangère, au début de l'exercice		-
Retenues d'impôt sur les revenus de source étrangère, au cours de la période		(1 762)
Retenues d'impôt sur les revenus de source étrangère, à la fin de la période		(1 762)
Écart de conversion cumulé		
Écart de conversion cumulé, au début de l'exercice		(32 467)
Écart de conversion, au cours de la période		(23 823)
Écart de conversion cumulé, à la fin de la période		(56 290)
Avoir des porteurs de parts, à la fin de la période		692 088

Le nombre moyen pondéré de base de parts de fiducie en circulation pour le trimestre terminé le 30 septembre 2006 s'élève à 53 617 (49 879 en 2005). Le calcul du bénéfice net de base par part de fiducie est présenté déduction faite de la quote-part du bénéfice net attribuable à la part des actionnaires sans contrôle et s'élève à 0,21 \$ (0,13 \$ en 2005). Le nombre moyen pondéré dilué de parts de fiducie en circulation comprend l'échange de toutes les actions privilégiées de participation, au nombre de 11 774 (15 512 en 2005), contre des parts de fiducie du Fonds, et s'élève à 65 391 (65 391 en 2005). Le calcul du bénéfice net dilué par part de fiducie s'élève à 0,21 \$ (0,13 \$ en 2005).

Le nombre moyen pondéré de base de parts de fiducie en circulation pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006 s'élève à 53 469 (46 263 en 2005). Le calcul du bénéfice net de base par part de fiducie est présenté déduction faite de la quote-part du bénéfice net attribuable à la part des actionnaires sans contrôle et s'élève à 0,46 \$ (0,12 \$ en 2005). Le nombre moyen pondéré dilué de parts de fiducie en circulation comprend l'échange de toutes les actions privilégiées de participation, au nombre de 11 922 (16 278 en 2005), contre des parts de fiducie du Fonds, et s'élève à 65 391 (62 541 en 2005). Le calcul du bénéfice net dilué par part de fiducie s'élève à 0,46 \$ (0,12 \$ en 2005).

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

8. Rémunération à base de parts de fiducie

Les options sur parts de fiducie, assujetties à l'approbation du porteur de parts, sont attribuées à certains administrateurs, cadres ou membres de la direction à la discrétion du conseil d'administration du Fonds ou de son représentant. En l'absence de toute autre décision, les options sur parts de fiducie peuvent être exercées de façon égale aux premier, deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'attribution et expirent au 10^e anniversaire. Le Fonds a réservé 1 750 parts de fiducie à des fins d'émission en vertu du régime d'options sur parts de fiducie. La date d'exercice des options sur parts de fiducie peut être devancée, à la discrétion du conseil d'administration du Fonds ou de son représentant. Les options d'achat de parts de fiducie ne peuvent être transférées ni attribuées.

Le 14 février 2006, le conseil d'administration a émis 1 000 options sur parts de fiducie, lesquelles sont toutes assorties de droits à la plus-value de parts de fiducie, à l'intention de certains membres de la haute direction du Fonds. Les options sur parts de fiducie émises le 14 février 2006 peuvent être exercées de façon égale le 1^{er} janvier 2007, le 1^{er} janvier 2008 et le 1^{er} janvier 2009 et leur prix d'exercice est de 29,15 \$. La valeur de marché des parts de fiducie à la date d'attribution était de 28,35 \$. En cas de cessation d'emploi ou de décès, l'option d'achat de parts de fiducie pourra immédiatement être exercée.

(en milliers d'options d'achat de parts de fiducie)

	Nombre d'options d'achat de parts de fiducie	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours, au début de l'exercice	-	-
Attribuées, au cours de la période	1 000	29,15
Exercées, au cours de la période	-	-
Confisquées, au cours de la période	-	-
Échues, au cours de la période	-	-
En cours, à la fin de la période	1 000	29,15
Pouvant être exercées, à la fin de la période	-	-

La charge de rémunération totale comptabilisée dans les frais de vente, généraux et administratifs à l'état consolidé des résultats s'élevé à 85 \$, pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2006, et elle est portée aux autres passifs. La durée contractuelle moyenne pondérée qui reste à courir des options sur parts de fiducie est de 9,25 ans et, au 30 septembre 2006, aucune option sur parts de fiducie ne pouvait être exercée.

9. Avantages sociaux futurs

Le coût net des avantages, inclus dans les charges d'exploitation dans les états consolidés des résultats, est composé des éléments suivants :

	Trimestre terminé le 30 septembre 2006	Trimestre terminé le 30 septembre 2005	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006
Coût des services rendus au cours de l'exercice	15 \$	15 \$	43 \$	46 \$
Intérêts débiteurs	9	9	27	26
Rendement prévu de l'actif du régime	(10)	(9)	(31)	(28)
Amortissement de l'actif transitoire	(1)	(1)	(2)	(3)
Amortissement des pertes actuarielles nettes	2	2	7	5
Coût net des avantages	15 \$	16 \$	44 \$	46 \$

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

10. Instruments financiers

Risque de crédit

Le Fonds est assujéti au risque de crédit en raison de son exposition à un seul client du secteur du nord-est des États-Unis, qui compte pour environ 8,7 % des débiteurs du Fonds au 30 septembre 2006 (8,8 % au 31 décembre 2005).

11. Information sectorielle

Le Fonds exerce ses activités dans trois secteurs géographiques distincts : le Canada, le sud des États-Unis et le nord-est des États-Unis. Les secteurs sont pleinement intégrés et comprennent les décharges et les centrales de transformation des gaz d'enfouissement en électricité, la collecte et l'élimination de déchets et de produits recyclables, les activités des stations de transfert, les installations de récupération des matières ainsi que les locations de compacteurs à déchets. L'emplacement géographique distinct de chaque secteur limite le volume et le nombre d'opérations entre les secteurs.

Les conventions comptables utilisées dans les secteurs d'activité sont les mêmes que celles qui sont décrites dans les états financiers consolidés du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Les frais de vente, généraux et administratifs sont répartis entre ces secteurs en fonction de divers facteurs, dont le bénéfice avant les éléments suivants⁶⁾. Le Fonds évalue le rendement de chaque secteur en fonction des produits bruts, moins les charges d'exploitation et les frais de vente, généraux et administratifs.

Le Fonds a un client du secteur du nord-est des États-Unis qui représente environ 6,4 % des produits consolidés pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006 (5,3 % en 2005).

	Trimestre terminé le 30 septembre 2006	Trimestre terminé le 30 septembre 2005	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2006	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2005
Produits				
Canada	76 891 \$	65 573 \$	213 697 \$	185 646 \$
É.-U. - sud	67 183	62 710	197 024	170 549
É.-U. - nord-est	55 907	54 433	160 779	143 342
	199 981 \$	182 716 \$	571 500 \$	499 537 \$
Bénéfice avant les éléments suivants⁶⁾				
Canada	28 686 \$	23 781 \$	77 841 \$	66 904 \$
É.-U. - sud	14 044	11 108	38 581	31 310
É.-U. - nord-est	21 725	22 105	59 260	58 373
	64 455 \$	56 994 \$	175 682 \$	156 587 \$
Amortissement				
Canada	15 186 \$	13 731 \$	42 069 \$	41 191 \$
É.-U. - sud	11 440	11 776	34 017	32 708
É.-U. - nord-est	11 961	13 246	34 745	34 846
	38 587 \$	38 753 \$	110 831 \$	108 745 \$

⁶⁾ Le bénéfice avant les éléments suivants représente le bénéfice avant amortissement, les intérêts sur la dette à long terme, les frais de financement, le gain net à la cession d'immobilisations, (le gain net) la perte nette sur les instruments dérivés, la perte (le gain) de change, les autres charges, les impôts sur les bénéfices et la part des actionnaires sans contrôle.

FONDS DE REVENU BFI CANADA

Notes complémentaires

Pour la période terminée le 30 septembre 2006 (non vérifié – en milliers de dollars et de parts de fiducie, sauf les montants par part de fiducie et sauf indication contraire)

Au 30 septembre 2006

	Canada	É.-U. – sud	É.-U. – nord-est	Total
Immobilisations	120 403 \$	137 796 \$	50 832 \$	309 031 \$
Écart d'acquisition	52 386 \$	165 628 \$	248 817 \$	466 831 \$
Total de l'actif	484 865 \$	487 028 \$	721 156 \$	1 693 049 \$

Au 31 décembre 2005

	Canada	É.-U. – sud	É.-U. – nord-est	Total
Immobilisations	103 124 \$	138 011 \$	51 360 \$	292 495 \$
Écart d'acquisition	50 889 \$	157 230 \$	258 509 \$	466 628 \$
Total de l'actif	480 593 \$	479 907 \$	757 242 \$	1 717 742 \$

12. Nature saisonnière des activités

Les produits sont généralement plus élevés durant le printemps, l'été et l'automne, en raison du volume plus important de la collecte et de l'élimination des déchets. L'accroissement des produits du secteur de la collecte et de celui de l'élimination est partiellement neutralisé par une hausse des charges d'exploitation liées au service et à l'élimination de volumes supplémentaires de déchets.

13. Événements subséquents

Le 31 octobre 2006, le ministre des Finances du Canada a annoncé des modifications proposées au traitement fiscal des distributions et des attributions relatives au Fonds. À compter de l'année d'imposition 2011, certains bénéfices du Fonds seront imposés de manière semblable aux bénéfices des sociétés. Le Fonds examine actuellement ces propositions et l'incidence qu'elles pourraient avoir sur le Fonds et ses porteurs de parts.

Le 6 novembre 2006, le Fonds a reçu l'approbation relativement à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, visant un maximum de 2 % des parts de fiducie en circulation au cours de toute période de 30 jours et un maximum de 10 % des parts de fiducie en circulation au cours de toute période de 365 jours au cours de laquelle le nombre total de parts de fiducie en circulation est égal à 53 617. L'offre de rachat dans le cours normal des activités prendra fin à la première occurrence entre le 7 novembre 2007 et la date à laquelle le nombre maximal de parts de fiducie approuvé en vertu de cette offre sera racheté.